RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

AU 30 JUIN 2018

CHIFFRES CLES CONSOLIDES……. 2

FAITS MARQUANTS……..... 3

RAPPORT D'ACTIVITE…… 4

ÉTATS FINANCIERS SEMESTRIELS…….. 13

ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL……55

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES ..... .56

Chiffres clés consolidés

Au 1er semestre 2018, les chiffres-clés du groupe Casino ont été les suivants :

(en millions d'euros)	S1 2017[1]	S1 2018	Variation (%)	Variation organique[2]
Chiffre d'affaires consolidé HT	**18 439**	**17 816**	-3,4%	+4,1%[3]
Marge commerciale des activités courantes	**4 683**	**4 516**	-3,6%	
EBITDA[4]	**798**	**773**	-3,2%	+7,3%
Dotations aux amortissements nettes	**(348)**	**(333)**	-4,2%	
Résultat opérationnel courant (ROC)	**450**	**439**	-2,4%	+10,3%
Autres produits et charges opérationnels	**(274)**	**(136)**	+50,2%	
Résultat financier, dont :	**(227)**	**(250)**	-9,7%	
Coût de l'endettement financier net	**(192)**	**(158)**	+17,8%	
Autres produits et charges financiers	**(35)**	**(91)**	n.s.	
Résultat avant impôts	**(51)**	**53**	n.s.	
Impôts sur les bénéfices	**30**	**(23)**	n.s.	
Quote-part de résultat net des entreprises associées et coentreprises	**5**	**11**	n.s.	
Résultat net des activités poursuivies	**(16)**	**42**	n.s.	
dont part du Groupe	**(88)**	**(67)**	+24,1%	
dont intérêts ne donnant pas le contrôle	**72**	**108**	+51,1%	
Résultat net des activités abandonnées	**(14)**	**48**	n.s.	
dont part du Groupe	**(8)**	**4**	n.s.	
dont intérêts ne donnant pas le contrôle	**(6)**	**44**	n.s.	
Résultat net de l'ensemble consolidé	**(30)**	**90**	n.s.	
dont part du Groupe	**(96)**	**(63)**	+34,6%	
dont intérêts ne donnant pas le contrôle	**66**	**153**	n.s.	
Résultat net normalisé, Part du Groupe[5]	**37**	**48**	+28,6%	+73,6%[6]

(1) Les comptes du premier semestre 2017 tiennent compte de l'application rétrospective de la norme IFRS 15
(2) A périmètre comparable et taux de change constants et hors impact des cessions immobilières (OPCI)
(3) Hors essence et calendaire
(4) EBITDA = ROC + dotations nettes aux amortissements opérationnels courants
(5) Le résultat net normalisé correspond au résultat net des activités poursuivies, corrigé des effets des autres produits et charges opérationnels et des effets des éléments financiers non récurrents, ainsi que des produits et charges d'impôts afférents à ces retraitements (cf. annexe p.12).
(6) A taux de change constant

Faits marquants

- Le **24 janvier 2018**, le groupe Casino a annoncé le succès de son placement obligataire d'un montant de 200 millions d'euros s'ajoutant à l'obligation existante de maturité juin 2022. À l'issue de cette opération, le nominal de cette obligation a été porté de 550 à 750 millions d'euros.
- Le **19 février 2018**, Monoprix a annoncé être entré en négociations exclusives en vue d'acquérir Sarenza. Après les partenariats récents conclus par l'enseigne, notamment avec Ocado, cette acquisition vise à compléter l'offre de Monoprix et à la positionner comme un leader omnicanal du Lifestyle (Mode, Décoration, Beauté). Ce projet d'acquisition s'inscrit pleinement dans le cadre de la stratégie de digitalisation de Monoprix. Sarenza est un leader de la vente de chaussures sur internet qui figure parmi les enseignes web préférées des Français. Cette opération permettra d'unir la puissance du réseau de l'offre Mode, Décoration, Beauté et de l'expertise des équipes de Monoprix au savoir-faire d'E-commerçant de Sarenza, spécialiste de la chaussure et de l'accessoire, pour faire émerger un leader "Lifestyle omnicanal" inédit. L'acquisition de Sarenza a été conclue le 30 avril 2018.
- Le **26 mars 2018**, le groupe Casino a annoncé un partenariat commercial entre Monoprix et Amazon visant à proposer les produits alimentaires de Monoprix aux clients du service Amazon Prime Now à Paris et dans sa proche banlieue en 2018. Les produits alimentaires Monoprix seront disponibles sur l'application et sur le site Amazon Prime Now au travers d'une boutique virtuelle dédiée.
- Le **3 avril 2018**, le groupe Casino et Auchan Retail ont annoncé avoir entamé des négociations exclusives en vue d'établir, dans le respect des règles de concurrence, un partenariat stratégique leur permettant de négocier ensemble leurs achats en France et à l'international, et ce avec leurs principaux fournisseurs multinationaux alimentaires et non alimentaires. Le groupe Casino et Auchan Retail proposeront d'associer à cette nouvelle dynamique leurs actuels partenaires à l'achat, étant précisé que le groupe Casino et Intermarché ont mis fin, d'un commun accord, à leur alliance à l'achat en France.
- Le **11 juin 2018**, dans le cadre de la revue de son portefeuille d'activité, le groupe Casino a annoncé le lancement d'un plan de cession d'actifs non stratégiques, notamment immobiliers, pour une valeur de 1,5 milliard d'euros. Ce plan complète le projet de cession de Via Varejo et sera réalisé pour moitié en 2018 et le reste en 2019. Le groupe Casino accélère ainsi son désendettement en France, poursuit la transformation de son modèle et base sa stratégie sur l'innovation en magasin, la digitalisation de la relation client et les partenariats avec des grands acteurs du e-commerce.
- Le **29 juin 2018**, le groupe Casino a annoncé avoir conclu un accord de coopération aux achats avec Auchan Retail, METRO et le groupe Schiever. Cet ensemble d'alliances, dénommé Horizon, vise à bâtir des centrales d'achats « nouvelle génération » et intervient à l'international comme en France sur les marques nationales et les marques de distributeurs.

Rapport d'activité

Les commentaires du Rapport Financier semestriel sont réalisés en comparaison au 1er semestre 2017.
Afin de permettre la comparabilité des données d'une période à l'autre, les comptes du premier semestre 2017 ont été retraités de manière rétrospective pour tenir compte de l'application de la norme IFRS 15.
Les évolutions de chiffre d'affaires en organique et en comparable s'entendent hors effets essence et calendaire.

Principale variation du périmètre de consolidation et effets associés :

- Prise de contrôle de Sarenza au 30 avril 2018
- Opérations de périmètre au sein du sous-groupe Franprix-Leader Price

Effets de change :
Ce semestre, les effets de change ont eu un impact négatif avec une dépréciation moyenne du BRL et du COP de -16,9% et -8,2% respectivement. Le taux de clôture du COP marque néanmoins une accélération contre l'Euro (+1,8%).

Activités poursuivies (en millions d'euros)	S1 2017	S1 2018	Var. totale	Var. organique
Chiffre d'affaires	**18 439**	**17 816**	**-3,4%**	**+4,1%(1)**
EBITDA	**798**	**773**	**-3,2%**	**+7,3%**
ROC	**450**	**439**	**-2,4%**	**+10,3%**
Résultat net normalisé, Part du Groupe	**37**	**48**	**+28,6%**	**+73,6%**

- Le 1er semestre 2018 est caractérisé par :

  - Un chiffre d'affaires du Groupe en recul de –3,4% et en croissance de +4,1% en organique hors effets essence et calendaire ;
  - Un Résultat Opérationnel Courant (ROC) Groupe de 439 millions d'euros contre 450 millions d'euros au S1 2017 ;
  - Un Résultat Opérationnel Courant (ROC) de la France de 136 millions d'euros contre 110 millions d'euros au S1 2017 (+23,0%), dont 114 millions d'euros pour les activités de distribution alimentaire contre 78 millions d'euros au S1 2017 ;
  - Un Résultat net normalisé part du Groupe de 48 millions d'euros ;
  - Un Cash-flow libre des activités poursuivies du Groupe sur 12 mois glissants, hors éléments exceptionnels, avant dividendes et intérêts financiers nets versés(2) de 1,6 milliard d'euros ;
  - Une dette financière nette Groupe de 5,4 milliards d'euros contre 5,6 milliards d'euros à fin juin 2017 ;
  - Une dette financière nette France de 4,0 milliards d'euros contre 4,3 milliards d'euros à fin juin 2017 ;

- Au S1 2018, le chiffre d'affaires consolidé du Groupe est en baisse de -3,4%. Les variations de change ont un impact négatif de -7,7% et les variations de périmètre de +0,1%.

  La croissance des ventes hors essence et calendaire s'élève à +4,1% en organique et à +2,5% en comparable :

  - En France, la croissance hors essence et calendaire des activités de distribution s'établit à +1,3% en organique et à +1,5% en comparable :
    - Bonnes performances de Monoprix, Franprix et les Supermarchés Casino, qui bénéficient de la croissance des ventes alimentaires et du déploiement de services en magasins ;

(1) Hors essence et calendaire
(2) Avant dividendes versés aux actionnaires de la société mère, aux porteurs de TSSDI et avant intérêts financiers nets versés

- Forte progression des hypermarchés Géant, portée par l'alimentaire, et poursuite du redressement de Leader Price.

- La croissance du volume d'affaires (GMV) du E-commerce s'élève à +13,7%[(1)] au S1 2018, dont +7,5% en organique[(1)]. Le chiffre d'affaires est en croissance de +4,8% en organique et bénéficie du développement rapide de l'offre et des services B2B, de l'amélioration des conditions de livraison et de la croissance des revenus liés à la monétisation du trafic.

- En Amérique Latine, les enseignes alimentaires enregistrent une croissance des ventes hors essence et calendaire de +7,3% en organique et de +3,1% en comparable :

  - Le groupe Exito (hors GPA Food) voit ses ventes s'améliorer tant en organique qu'en comparable ;

  - GPA Food enregistre une progression du chiffre d'affaires organique de +8,7% tirée par le redressement marqué de Multivarejo et la bonne dynamique d'Assaí.

- Le résultat opérationnel courant du Groupe s'élève à 439 millions d'euros (contre 450 millions au S1 2017) en recul de -2,4%, dont -14,2% d'effet change défavorable. Il s'inscrit en progression organique de +10,3% sur le semestre. Hors crédits fiscaux au Brésil, il s'élève à 339 millions d'euros, en progression de 6,1% et de +17,3% en organique:

  - Le ROC du segment France Retail est de 136 millions d'euros, en hausse de + 23,0 % par rapport au S1 2017 (110 millions d'euros). Hors promotion immobilière, celui-ci s'établit à 114 millions d'euros (vs 78 millions d'euros au S1 2017). Cette croissance reflète la dynamique des activités de distribution qui bénéficie d'un effet mix favorable entre les différents formats ;

  - Le ROC du E-commerce s'établit à -23 millions d'euros au S1 2018, en légère amélioration par rapport au S1 2017 ;

  - Le ROC des activités de distribution en Amérique latine s'établit à 326 millions d'euros, en recul de -10,3%, dont -17,1% d'impact négatif du change. En organique il s'inscrit en progression de +6,8% tiré par la bonne performance de GPA. Il intègre sur cet exercice des crédits fiscaux enregistrés par GPA[(2)]. Retraité de ces éléments, le ROC progresse de +14,8% en organique et bénéficie de la dynamique commerciale de Multivarejo et Assaí.

- La marge opérationnelle courante est en croissance à 2,5 % (+3 bp par rapport au S1 2017), soutenue principalement par un mix de formats favorable en France :

  - La marge opérationnelle courante du segment France Retail est en croissance de +26 bp à 1,5 % ;
  - La marge opérationnelle courante du segment E-Commerce est en croissance de +31 bp à – 2,6 % ;
  - La marge opérationnelle courante du segment Latam Retail est en recul de -6 bp à 4,3 %.

[(1)] Données publiées par la filiale. Ces données incluent l'ensemble des ventes de Cdiscount, y compris les ventes de produits techniques réalisées par Cdiscount avec les clients des hypermarchés et supermarchés du groupe Casino, suite à l'accord multicanal effectif depuis le 19 juin 2017. Les variations organiques excluent les ventes réalisées avec les clients des hypermarchés et supermarchés du groupe Casino sur les biens techniques et catégorie maison (impact de -6,4 pts et -8,9 pts respectivement sur la croissance du GMV et chiffre d'affaires), mais intègrent les ventes réalisées dans les corners.
[(2)] Y compris les crédits fiscaux de 130 millions d'euros au S1 2017 et de 100 millions d'euros au S1 2018 liés principalement à la taxe ICMS-ST (« Tax substitution »)

FRANCE RETAIL

en millions d'euros	**S1 2017**	**S1 2018**
Chiffre d'affaires HT	**9 208**	**9 310**
EBITDA	**281**	**307**
Marge d'EBITDA	*3,1%*	*3,3%*
Résultat opérationnel courant	**110**	**136**
Marge opérationnelle courante	*1,2%*	*1,5%*

Le chiffre d'affaires des activités de distribution alimentaire en France s'élève à 9 310 millions d'euros au S1 2018 contre 9 208 millions d'euros au S1 2017. Hors essence et calendaire, les ventes s'inscrivent en croissance de +1,3% en organique et de +1,5% en comparable, avec une bonne performance des ventes alimentaires de +2,3% en comparable. Sur la dernière période Kantar mesurée (P07), le Groupe gagne +0,1 point de part de marché, porté par Géant (+0,2 point) et les Supermarchés Casino (+0,1 point).

Le ROC France Retail s'établit à 136 millions d'euros, en hausse de +23,0% par rapport au S1 2017 (110 millions d'euros). Le résultat de la distribution alimentaire s'établit à 114 millions d'euros (vs 78 millions d'euros au S1 2017), en progression de +47,3%. Cette forte croissance reflète l'amélioration de la performance des principales enseignes et l'effet favorable du mix des formats.

La marge opérationnelle courante des activités de distribution alimentaire en France s'établit à 1,5 % au S1 2018.

Par format, on notera les points suivants sur le semestre :

- Les ventes de **Monoprix** s'inscrivent en hausse de +2,4% en organique et de +1,3% en comparable. Le trafic est dynamique, notamment tiré par les ouvertures le dimanche. L'enseigne bénéficie de la bonne performance de l'alimentaire (en particulier de l'offre bio) et du déploiement de sa stratégie multicanale (livraison en 1h, click & collect). Ce semestre, Monoprix a conclu un accord avec Amazon afin de proposer l'offre Monoprix aux clients Prime Now et a acquis Sarenza, leader dans la vente de chaussures en ligne ;

- **Franprix** enregistre une croissance de +1,4% en organique et de +1,1% en comparable. Les ventes sont portées par les innovations sur l'offre et le déploiement de nouveaux services en magasins. Deux magasins au nouveau concept « Le Drugstore parisien » ont été ouverts ce semestre et proposent une offre principalement dédiée à la beauté et au bien-être ;

- Les **Supermarchés Casino** se maintiennent dans une bonne dynamique avec un chiffre d'affaires en progression de +1,3% en organique et +1,4% en comparable. L'alimentaire bénéficie du succès du bio et de la marque propre et l'enseigne poursuit le déploiement de son concept « Bijou » avec de nouveaux magasins convertis ce semestre. Les franchisés, qui représentent désormais 25% du parc, connaissent une croissance soutenue de leur chiffre d'affaires ;

- Les **hypermarchés Géant** s'inscrivent encore en progression ce semestre avec des ventes en hausse de +2,5% en comparable et +2,9% en organique. L'enseigne gagne +0,2 pt de part de marché sur la dernière période Kantar mesurée (P07). Ce succès reflète l'excellente dynamique commerciale de l'enseigne portée par la bonne performance de l'alimentaire et la forte croissance des drives. Le non-alimentaire poursuit son amélioration et bénéficie du déploiement des corners Cdiscount en magasins (21 corners à fin juin) ;

- Le chiffre d'affaires de la **Proximité** s'inscrit en progression de +3,5% en organique et de +0,8% en comparable. Sur le parc franchisé, l'enseigne opère une forte relance de l'activité commerciale et la refonte de l'offre se poursuit avec notamment plus de produits bios. Les ventes des franchisés sont également en croissance. Dans le cadre de la stratégie digitale du Groupe, l'enseigne a initié ce semestre le déploiement de l'application Casino Max sur son parc intégré ;

- Les ventes organiques de **Leader Price** s'affichent en recul de -0,9%, impactées par les fermetures de magasins, notamment pour rénovation. En comparable, le chiffre d'affaires de l'enseigne progresse de +1,5% porté par le nouveau concept Next (70 magasins rénovés à date). Le travail sur la structuration et l'évolution de l'offre se poursuit avec notamment le développement de la gamme bio et le déploiement de la marque Beauté bien-être Sooa. En lien avec la stratégie digitale du Groupe, l'enseigne déploie progressivement une application de nouvelle génération intégrant notamment des promotions digitalisées.

E-COMMERCE (CDISCOUNT)

en millions d'euros	**S1 2017**	**S1 2018**
GMV (volume d'affaires) publié par Cnova	**1 419**	**1 614**
Chiffre d'affaires	**835**	**876**
EBITDA	**(12)**	**(7)**
ROC	**(24)**	**(23)**

Le volume d'affaires (GMV) du E-commerce s'établit à 1 614 millions d'euros, en croissance de +13,7%[(1)] au S1 2018, dont +7,5% en organique[(1)]. Son chiffre d'affaires s'élève à 876 millions d'euros en hausse de +4,9% dont +4,8% en organique et le trafic est en croissance de +4,4%. Cette progression est portée par le développement rapide de l'offre et des services proposés aux clients et aux vendeurs de la marketplace, dont la dynamique s'accélère. Les ventes de la marketplace contribuent désormais à 34% du GMV. Le programme de fidélité « Cdiscount à volonté » est en croissance rapide et les ventes réalisées par les clients fidèles contribuent encore davantage au GMV.

Dans le cadre de la stratégie multicanale du Groupe, 21 corners Cdiscount ont été déployés en magasin Géant à fin juin. Enfin les revenus liés à la monétisation (régie publicitaire, commissions sur services, services financiers etc.) s'inscrivent en forte progression.

Le ROC du segment E-commerce s'établit à - 23 millions d'euros au S1 2018. L'EBITDA, de -7 millions d'euros, s'inscrit en amélioration séquentielle grâce à la croissance des revenus de monétisation et la poursuite de la rationalisation des coûts (notamment les coûts de livraison).

[(1)] Données publiées par la filiale. Ces données incluent l'ensemble des ventes de Cdiscount, y compris les ventes de produits techniques réalisées par Cdiscount avec les clients des hypermarchés et supermarchés du groupe Casino, suite à l'accord multicanal effectif depuis le 19 juin 2017.
Les variations organiques excluent les ventes réalisées avec les clients des hypermarchés et supermarchés du groupe Casino sur les biens techniques et catégorie maison (impact de -6,4 pts et -8,9 pts respectivement sur la croissance du GMV et chiffre d'affaires), mais intègrent les ventes réalisées dans les corners.

LATAM RETAIL

en millions d'euros	**S1 2017**	**S1 2018**
Chiffre d'affaires HT	**8 397**	**7 630**
EBITDA	**529**	**473**
Marge d'EBITDA	*6,3%*	*6,2%*
Résultat opérationnel courant	**364**	**326**
Marge opérationnelle courante	*4,3%*	*4,3%*

Le chiffre d'affaires du segment Latam Retail s'établit à 7 630 millions d'euros au S1 2018 et est impacté par un effet change de -16,8%. Il s'inscrit en hausse de +7,3% en organique hors essence et calendaire.

Les ventes des enseignes alimentaires de **GPA** au Brésil sont soutenues avec une croissance organique de +8,7% hors essence et calendaire, au S1 2018.
Le Groupe continue d'adapter son portefeuille aux nouvelles tendances de consommation en poursuivant les conversions en Assai et en déployant de nouveaux concepts au sein des enseignes Pao de Açucar et Supermarchés Extra.

Multivarejo connait un redressement marqué depuis mars avec des ventes comparables en croissance de +0,8% et un gain de +100 bps de parts de marché selon Nielsen sur le dernier trimestre. Cette progression est principalement portée par les enseignes Hypermarchés Extra et Pao de Açucar. La stratégie commerciale, sous l'impulsion du nouveau management, évolue vers davantage d'outils de promotions ciblées et digitalisés et un renforcement des campagnes marketing.

Assaí, de son côté, poursuit son développement et enregistre d'excellentes performances avec des ventes en progression tant en organique (+24,0%) qu'en comparable (+7,0%). L'enseigne gagne +200 bps de parts de marché selon Nielsen au deuxième trimestre. La fidélité est renforcée grâce à la carte de paiement Passai, qui compte désormais 335 000 porteurs. Au S1, l'enseigne a réalisé 1 conversion d'hypermarché Extra en cash & carry et 4 ouvertures, pour atteindre, à fin juin 130 magasins.

Le ROC des activités de distribution alimentaire en Amérique latine s'établit à 326 millions d'euros, en recul de -10,3%, dont -17,1% d'impact négatif du change. Il intègre sur cet exercice des crédits fiscaux enregistrés par GPA[(1)]. Retraité de ces éléments, le ROC progresse de +14,8% en organique, sous l'effet de la progression de la rentabilité chez GPA.

[(1)]Y compris les crédits fiscaux de 130 millions d'euros au S1 2017 et de 100 millions d'euros au S1 2018 liés principalement à la taxe ICMS-ST (« Tax substitution »)

Commentaires sur les comptes consolidés du Groupe

Les méthodes comptables décrites dans l'annexe aux comptes consolidés ont été appliquées d'une façon permanente à l'ensemble des périodes présentées dans les états financiers consolidés, après prise en compte des nouvelles normes.

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires HT consolidé du S1 2018 s'élève à 17 816 millions d'euros, contre 18 439 millions d'euros au S1 2017, en recul de -3,4%.
Les variations de change ont eu un effet négatif de -7,7% et les variations de périmètre un effet positif de +0,1%.

L'examen détaillé de l'évolution du chiffre d'affaires a été effectué ci-dessus dans les commentaires sur l'activité de chacun des 3 segments du Groupe.

Résultat opérationnel courant (ROC)

Au 1er semestre, le résultat opérationnel courant s'élève à 439 millions d'euros, en baisse de -2,4% par rapport au S1 2017.
Les variations de change ont eu un impact négatif de -14,2% et les variations de périmètre de +1,6%.
L'examen détaillé de l'évolution du résultat opérationnel courant a été effectué précédemment dans les commentaires sur l'activité de chacun des 3 segments du Groupe.

Résultat opérationnel

Les **autres produits et charges opérationnels** font apparaître une charge nette de -136 millions d'euros au 1er semestre, en baisse de 50,2% par rapport au S1 2017 (-274 millions d'euros).

La charge nette de -136 millions d'euros au S1 2018 comprend :
- 10 millions d'euros de résultat de cession d'actifs ;
- -33 millions d'euros de charges nettes liés à des opérations de périmètre ;
- -1 million d'euros de pertes nettes de valeur des actifs ;
- -96 millions d'euros de frais de restructuration ;
- -16 millions d'euros de charges liés à des litiges et risques.

La charge nette de -274 millions d'euros au S1 2017 comprenait :
- 23 millions d'euros de résultat de cession d'actifs ;
- -55 millions d'euros de charges nettes liés à des opérations de périmètre ;
- -45 millions d'euros de pertes nettes de valeur des actifs ;
- -124 millions d'euros de frais de restructuration ;
- -60 millions d'euros de charges liés à des litiges et risques ;
- -13 millions d'euros de diverses charges.

Après impact des autres produits et charges opérationnels, **le résultat opérationnel** s'établit à 303 millions d'euros au S1 2018 contre 176 millions d'euros au S1 2017.

Résultat financier et Résultat avant impôt

Le **Résultat financier** de la période fait apparaître une charge nette de -250 millions d'euros (contre une charge nette de -227 millions d'euros au S1 2017) qui est composée :

- du coût de l'endettement financier net de –158 millions d'euros, en baisse par rapport au S1 2017 (-192 millions d'euros) et bénéficie de la baisse des taux d'intérêt moyens au Brésil (-527 bp) et en Colombie (-207 bp) et de la dépréciation des devises locales.
- des autres produits et charges financiers pour une charge nette de -91 millions d'euros (contre une charge de -35 millions d'euros au S1 2017). Cette progression s'explique notamment par des variations de juste valeur sur des dérivés hors couverture en France.

Le **Résultat avant impôt** s'élève à +53 millions d'euros au S1 2018 (contre -51 millions d'euros au S1 2017).

Résultat Net Part du Groupe

L'**impôt sur les bénéfices** s'est élevé à une charge de 23 millions d'euros contre un produit de 30 millions d'euros au S1 2017. Après retraitement des éléments exceptionnels non récurrents, le taux normatif d'impôts s'élève à -26,8%, vs -24,8% au S1 2017.

Le **Résultat des sociétés associées et coentreprises** (mises en équivalence) s'inscrit à 11 millions d'euros (contre 5 millions d'euros au S1 2017).

Les **intérêts ne donnant pas le contrôle** s'établissent à 108 millions d'euros contre 72 millions d'euros à la même période en 2017. Après retraitement des éléments exceptionnels non récurrents, les intérêts ne donnant pas le contrôle normalisés s'établissent à 135 millions d'euros au S1 2018 contre 122 millions d'euros au S1 2017.

Le **Résultat Net Part du Groupe des activités poursuivies** s'élève à -67 millions d'euros.

Le **Résultat Net Part du Groupe de l'ensemble consolidé** s'élève à -63 millions d'euros.

Le **Résultat Net normalisé Part du Groupe** des activités poursuivies ressort à 48 millions d'euros.

Le **Bénéfice Net part du Groupe par action des activités poursuivies normalisé dilué** s'inscrit en hausse, à +0,05€ au S1 2018 (vs -0,05€ au S1 2017).

Situation financière

La **Dette financière nette du groupe Casino** au 30 juin 2018 s'inscrit en baisse de -149 millions d'euros et s'établit à 5 445 millions d'euros contre 5 594 millions d'euros à fin juin 2017.

La **Dette financière nette de Casino en France** au 30 juin 2018 s'établit à 4 019 millions d'euros contre 4 314 millions d'euros à fin juin 2017.

Au 30 juin 2018, **Casino en France**[(1)] dispose de 5,5 milliards d'euros de liquidités. Cette liquidité se compose d'une forte position de **trésorerie brute** de 2,1 milliards d'euros et de **lignes de crédit confirmées et non tirées** de 3,3 milliards d'euros.

La **Capacité d'autofinancement** des activités poursuivies du Groupe est en progression à 635 millions d'euros contre 564 millions d'euros au S1 2017.

Les **CAPEX** des activités poursuivies du Groupe sont en baisse à 305 millions d'euros contre 452 millions d'euros au S1 2017.

Casino est noté BB+ par Standard & Poor's (avec une perspective négative depuis le 24 avril 2018) et Ba1 (perspective stable) par Moody's depuis le 30 novembre 2017.

Les **Capitaux propres Part du Groupe** s'élèvent à 6 680 millions d'euros contre 7 794 millions d'euros au 30 juin 2017.

[(1)] Périmètre : Casino Guichard Perrachon société mère, activités françaises et holdings détenues à 100 %

Avancement du plan de cession

Le Groupe a pour objectif de réaliser dès cette année la moitié du plan de cession de 1,5 milliard d'euros annoncé le 11 juin 2018. Compte tenu :

- de la cession définitive de 15 % du capital de Mercialys sous la forme d'un equity swap avec une banque pour 213 millions d'euros.
- des offres indicatives reçues en juillet 2018 sur d'autres actifs du Groupe représentant environ la moitié du plan de cession,

Le Groupe confirme cet objectif.

Perspectives 2018

A l'occasion de la publication des résultats semestriels le Groupe a confirmé ses objectifs pour l'année 2018 et les a mis à jour suite à l'annonce du plan de cession annoncé en juin :

- Pour le **résultat opérationnel courant** :
  - En France, il vise pour la distribution alimentaire une progression organique[(1)] du ROC hors immobilier **supérieure à 10 %**, portée par la croissance des formats les plus rentables, par la progression de la rentabilité des hypermarchés et de la proximité
  - Au total, le Groupe vise une croissance organique[(1)] de son ROC consolidé et **supérieure à 10 %** hors crédits fiscaux
- **Un cash-flow libre**[(2)] des activités poursuivies hors exceptionnels en France couvrant les frais financiers et les dividendes et permettant d'améliorer la dette financière nette
- Une réduction de la **dette financière nette** en France de l'ordre de **1 milliard d'euros** à fin 2018, par autofinancement et grâce au produit des cessions d'actifs annoncées en juin
- Une réduction de la **dette financière nette** du Groupe avec :
  - Le retour à l'équilibre du cash-flow libre chez Cdiscount
  - Un cash-flow libre[(2)] des activités poursuivies hors exceptionnels supérieur à 1 milliard d'euros au total
  - Une enveloppe de CAPEX autour d'1 milliard d'euros
  - Et l'effet de la cession de Via Varejo

Evènements récents

- Le **16 juillet 2018**, le Groupe a indiqué avoir pris connaissance de l'enquête ouverte par l'Autorité de la Concurrence au sujet des « Rapprochements à l'achat dans le secteur de la grande distribution à dominante alimentaire » induits par les alliances Horizon. Cette procédure est normale et non suspensive de la mise en oeuvre des accords.
- Le **25 juillet 2018,** le Conseil d'Administration de Casino a autorisé la cession définitive d'un bloc représentant 15% des actions de Mercialys au travers d'un contrat de *total return swap* conclu avec CA-CIB qui les cédera sur une période de 2,4 ans. Pendant cette période le groupe Casino reste exposé aux variations de cours de bourse de Mercialys et continue de percevoir des dividendes.

Autres informations

Les facteurs de risques sont présentés dans le Document de Référence 2017 déposé auprès de l'AMF le 5 avril 2018.

La définition des indicateurs non-gaap est disponible sur le site du groupe Casino : www.groupe-casino.fr

***

(1) Hors change et périmètre
(2) Avant dividendes versés aux actionnaires et porteurs de TSSDI et hors frais financiers

Annexe : Indicateurs alternatifs de performance

Les définitions des principaux indicateurs non-gaap sont disponibles sur le site du groupe Casino (https://www.groupe-casino.fr/fr/investisseurs/information-reglementee-amf-documents-amf/), notamment le résultat net normalisé qui est repris ci-dessous.

Le résultat net normalisé correspond au Résultat net des activités poursuivies corrigé (i) des effets des autres produits et charges opérationnels tels que définis dans la partie "Principes Comptables" de l'annexe annuelle aux comptes consolidés, (ii) des effets des éléments financiers non récurrents ainsi que (iii) des produits et charges d'impôts afférents à ces retraitements.

Les éléments financiers non récurrents regroupent les variations de juste valeur des dérivés actions (par exemple les instruments de Total Return Swap et Forward portant sur les titres GPA) et les effets d'actualisation monétaire de passifs fiscaux brésiliens.

Cet agrégat permet de mesurer l'évolution du résultat récurrent des activités.

en millions d'euros	S1 2017 retraité	Eléments retraités	S1 2017 retraité normalisé	**S1 2018**	**Eléments retraités**	**S1 2018 normalisé**
Résultat opérationnel courant	450	0	450	**439**	**0**	**439**
Autres charges et produits opérationnels	(274)	274	0	**(136)**	**136**	**0**
Résultat opérationnel	176	274	450	**303**	**136**	**439**
Coût de l'endettement financier net	(192)	0	(192)	**(158)**	**0**	**(158)**
Autres produits et charges financiers(1)	(35)	(18)	(53)	**(91)**	**43**	**(48)**
Charge d'impôt(2)	30	(81)	(51)	**(23)**	**(39)**	**(62)**
Quote-part de résultat net des entreprises associées et coentreprises	5	0	5	**11**	**0**	**11**
Résultat net des activités poursuivies	(16)	175	158	**42**	**140**	**182**
dont intérêts ne donnant pas le contrôle(3)	72	50	122	**108**	**26**	**135**
dont part du Groupe	(88)	125	37	**(67)**	**114**	**48**

(1) Sont retraités des autres produits et charges financiers, principalement les effets d'actualisation monétaire des passifs fiscaux, ainsi que les variations de juste valeur des Total Return Swaps et des Forwards portant sur les titres GPA
(2) Sont retraités de la charge d'impôt, les effets d'impôt correspondants aux éléments retraités ci-dessus ainsi que les produits et charges d'impôts afférents à ces retraitements
(3) Sont retraités des intérêts ne donnant pas le contrôle les montants associés aux éléments retraités ci-dessus

ETATS FINANCIERS SEMESTRIELS

AU 30 JUIN 2018

SOMMAIRE

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE……..15

ETAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE……..16

ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE……...17

ETAT DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES…….18

ETATS DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES……..19

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES……...20

États financiers consolidés résumés

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

en millions d'euros	Notes	30 juin 2018	30 juin 2017 retraité (i)
ACTIVITES POURSUIVIES			
Chiffre d'affaires, hors taxes	5 / 6.2	**17 816**	18 439
Autres revenus	6.2	**241**	225
Revenus totaux	**6.2**	**18 057**	**18 664**
Coût d'achat complet des marchandises vendues		**(13 541)**	(13 981)
Marge des activités courantes		**4 516**	**4 683**
Coûts des ventes	6.3	**(3 381)**	(3 531)
Frais généraux et administratifs	6.3	**(695)**	(702)
Résultat opérationnel courant	5.1	**439**	**450**
Exprimé en % du CA HT		***2,5 %***	*2,4 %*
Autres produits opérationnels	6.5	**102**	106
Autres charges opérationnelles	6.5	**(238)**	(380)
Résultat opérationnel		**303**	**176**
Exprimé en % du CA HT		***1,7 %***	*1,0 %*
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	9.3.1	**23**	49
Coût de l'endettement financier brut	9.3.1	**(181)**	(241)
Coût de l'endettement financier net	9.3.1	**(158)**	**(192)**
Autres produits financiers	9.3.2	**52**	84
Autres charges financières	9.3.2	**(143)**	(119)
Résultat avant impôt		**53**	**(51)**
Exprimé en % du CA HT		***0,3 %***	*- 0,3%*
Produit (Charge) d'impôt	7	**(23)**	30
Quote-part de résultat net des entreprises associées et des coentreprises	3.3.1	**11**	5
Résultat net des activités poursuivies		**42**	**(16)**
Exprimé en % du CA HT		***0,2 %***	*- 0,1 %*
dont, part du Groupe		**(67)**	(88)
dont, intérêts ne donnant pas le contrôle		**108**	72
ACTIVITES ABANDONNEES			
Résultat net des activités abandonnées	3.2.2	**48**	**(14)**
dont, part du Groupe	3.2.2	**4**	(8)
dont, intérêts ne donnant pas le contrôle	3.2.2	**44**	(6)
ENSEMBLE CONSOLIDE			
Résultat net de l'ensemble consolidé		**90**	**(30)**
dont, part du Groupe		**(63)**	(96)
dont, intérêts ne donnant pas le contrôle		**153**	66

Résultat par action

en euros	30 juin 2018	30 juin 2017 retraité (i)
Des activités poursuivies, part du Groupe		
▪ de base	**(1,00)**	(1,18)
▪ dilué	**(1,00)**	(1,18)
De l'ensemble consolidé, part du Groupe		
▪ de base	**(0,96)**	(1,25)
▪ dilué	**(0,96)**	(1,25)

(i) Les comptes antérieurement publiés ont été retraités suite à l'application rétrospective de la norme IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients » (note 1.3)

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ

en millions d'euros	Du 1er janvier au 30 juin 2018	Du 1er janvier au 30 juin 2017 (i)
Résultat net de l'ensemble consolidé	**90**	**(30)**
Éléments recyclables ultérieurement en résultat	**(843)**	**(825)**
Couvertures de flux de trésorerie	**18**	(30)
Écarts de conversion (ii)	**(853)**	(797)
Actifs financiers disponibles à la vente	**-**	1
Instruments de dette évalués à la juste valeur par OCI	**3**	-
Quote-part des entreprises associées et des coentreprises dans les éléments recyclables	**(4)**	(9)
Effets d'impôt	**(7)**	10
Éléments non recyclables en résultat	**3**	**(1)**
Instruments de capitaux propres évalués à la juste valeur par OCI	**(2)**	-
Écarts actuariels	**8**	(2)
Effets d'impôt	**(2)**	1
Autres éléments du résultat global au titre de la période, nets d'impôt	**(840)**	**(827)**
Résultat global de l'ensemble consolidé au titre de la période, nets d'impôt	**(750)**	**(857)**
Dont part du Groupe	***(456)***	*(470)*
Dont part des intérêts ne donnant pas le contrôle	***(294)***	*(387)*

(i) Les comptes antérieurement publiés ont été retraités suite à l'application rétrospective de la norme IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients » (note 1.3)

(ii) La variation négative du 1er semestre 2018 de 853 millions d'euros résulte principalement de la dépréciation de la monnaie brésilienne pour -830 millions d'euros. La variation négative du 1er semestre 2017 de 797 millions d'euros résultait principalement de la dépréciation de la monnaie brésilienne pour -710 millions d'euros

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

ACTIFS en millions d'euros	Notes	30 juin 2018	31 décembre 2017 retraité (i)	1e janvier 2017 retraité (i)
Goodwill	8	**8 819**	9 031	9 595
Immobilisations incorporelles	8	**2 754**	2 879	3 109
Immobilisations corporelles	8	**6 786**	7 289	8 123
Immeubles de placement	8	**477**	460	411
Participations dans les entreprises associées et les coentreprises	3.3.1	**581**	575	609
Autres actifs non courants		**1 389**	1 199	1 073
Actifs d'impôts différés		**631**	520	677
Actifs non courants		**21 437**	**21 954**	**23 596**
Stocks		**3 885**	3 820	3 945
Créances clients		**791**	941	876
Autres actifs courants		**1 372**	1 275	1 541
Créances d'impôts courants		**140**	138	130
Trésorerie et équivalents de trésorerie	9.1	**3 397**	3 391	5 750
Actifs détenus en vue de la vente	3.2.1	**5 545**	6 593	6 120
Actifs courants		**15 131**	**16 158**	**18 361**
TOTAL ACTIFS		**36 568**	**38 113**	**41 958**

PASSIFS en millions d'euros	Notes	30 juin 2018	31 décembre 2017 retraité (i)	1e janvier 2017 retraité (i)
Capital social	10.1	**169**	170	170
Primes, titres auto-détenus et autres réserves		**6 512**	7 389	8 276
Capitaux propres part du Groupe		**6 680**	**7 559**	**8 445**
Intérêts ne donnant pas le contrôle		**5 147**	**5 468**	**5 986**
Capitaux propres		**11 827**	**13 027**	**14 431**
Provisions pour retraites et engagements assimilés non courantes		**352**	358	312
Autres provisions non courantes	11.1	**460**	514	615
Passifs financiers non courants	9.2.1	**7 873**	7 229	7 733
Dettes non courantes liées aux engagements de rachat d'intérêts ne donnant pas le contrôle		**65**	28	41
Autres dettes non courantes		**480**	481	618
Passifs d'impôts différés		**700**	725	1 094
Passifs non courants		**9 929**	**9 335**	**10 413**
Provisions pour retraites et engagements assimilés courantes		**11**	11	12
Autres provisions courantes	11.1	**143**	162	163
Dettes fournisseurs		**6 012**	6 668	6 939
Passifs financiers courants	9.2.1	**2 238**	1 493	2 482
Dettes courantes liées aux engagements de rachat d'intérêts ne donnant pas le contrôle		**121**	143	341
Dettes d'impôts exigibles		**64**	88	54
Autres dettes courantes		**2 518**	2 506	2 719
Passifs associés à des actifs détenus en vue de la vente	3.2.1	**3 704**	4 680	4 404
Passifs courants		**14 812**	**15 750**	**17 113**
TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS		**36 568**	**38 113**	**41 958**

(i) Les comptes antérieurement publiés ont été retraités suite à l'application rétrospective de la norme IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients » (note 1.3)

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

en millions d'euros	Notes	30 juin 2018	30 juin 2017 retraité (i)
Résultat avant impôt des activités poursuivies		**53**	**(51)**
Résultat avant impôt des activités abandonnées	3.2.2	**74**	(28)
Résultat avant impôt de l'ensemble consolidé		**128**	**(80)**
Dotations aux amortissements	6.4	**333**	348
Dotations aux provisions	4.1	**(6)**	(3)
Pertes / (gains) liés aux variations de juste valeur	9.3.2	**43**	(17)
Charges / (produits) calculés liés aux stocks options et assimilés		**13**	13
Autres charges / (produits) calculés		**(24)**	(24)
Résultats sur cessions d'actifs		**(4)**	(16)
Pertes / (profits) liés à des variations de parts d'intérêts de filiales avec prise / perte de contrôle		**(1)**	31
Dividendes reçus des entreprises associées et des coentreprises	3.3.1	**27**	51
Coût de l'endettement financier net	9.3.1	**158**	192
Coût de mobilisation de créances sans recours et opérations assimilées	9.3.2	**42**	38
Résultats de cession des activités abandonnées	3.2.2	**-**	-
Retraitements liés aux activités abandonnées	3.2.3	**45**	240
Capacité d'Autofinancement (CAF)		**754**	**776**
Impôts versés		**(107)**	(40)
Variation du Besoin en Fonds de Roulement (BFR)	4.2	**(867)**	(1 853)
Impôts versés et variation du BFR liés aux activités abandonnées	3.2.3	**(402)**	(775)
Flux nets de trésorerie générés par l'activité		**(623)**	**(1 892)**
Dont activités poursuivies		***(340)***	***(1 329)***
Décaissements liés aux acquisitions :			
▪ d'immobilisations corporelles, incorporelles et immeubles de placement	4.3	**(529)**	(625)
▪ d'actifs financiers		**(22)**	(17)
Encaissements liés aux cessions :			
▪ d'immobilisations corporelles, incorporelles et immeubles de placement	4.4	**223**	173
▪ d'actifs financiers		**20**	3
Incidence des variations de périmètre avec changement de contrôle	4.5	**(74)**	(61)
Incidence des variations de périmètre en lien avec des entreprises associées et des coentreprises		**(4)**	-
Variation des prêts et avances consentis		**3**	(30)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement des activités abandonnées	3.2.3	**(58)**	(36)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement		**(440)**	**(592)**
Dont activités poursuivies		***(382)***	***(556)***
Dividendes versés :			
▪ aux actionnaires de la société mère	10.4	**(168)**	(173)
▪ aux intérêts ne donnant pas le contrôle		**(36)**	(24)
▪ aux porteurs de TSSDI	10.4	**(42)**	(41)
Augmentation et diminution de capital de la société mère		**-**	-
Transactions entre le Groupe et les intérêts ne donnant pas le contrôle	4.6	**44**	(148)
Cessions / (acquisitions) de titres auto-détenus	10.1	**(143)**	1
Augmentation emprunts et dettes financières	4.7	**1 739**	1 889
Diminution emprunts et dettes financières	4.7	**(244)**	(1 466)
Intérêts financiers nets versés	4.8	**(297)**	(425)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement des activités abandonnées	3.2.3	**(291)**	(387)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement		**561**	**(774)**
Dont activités poursuivies		***852***	***(388)***
Incidence des variations monétaires sur la trésorerie des activités poursuivies		**(148)**	(161)
Incidence des variations monétaires sur la trésorerie des activités abandonnées		**(54)**	(23)
Variation de trésorerie		**(705)**	**(3 443)**
Trésorerie et équivalents de trésorerie nets d'ouverture		**4 137**	**6 787**
▪ Dont trésorerie et équivalents de trésorerie nets des activités poursuivies	9.1	3 236	5 614
▪ Dont trésorerie et équivalents de trésorerie nets des activités détenues en vue de la vente		901	1 174
Trésorerie et équivalents de trésorerie nets de clôture		**3 432**	**3 345**
▪ Dont trésorerie et équivalents de trésorerie nets des activités poursuivies	9.1	3 218	3 145
▪ Dont trésorerie et équivalents de trésorerie nets des activités détenues en vue de la vente		214	199

(i) Les comptes antérieurement publiés ont été retraités suite à l'application rétrospective de la norme IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients » (note 1.3)

ÉTAT DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

En millions d'euros (avant affectation du résultat)	Capital	Réserves liées au capital (i)	Titres auto-détenus	TSSDI	Réserves et résultats consolidés	Autres réserves (ii)	Capitaux propres Part du Groupe (iii)	Intérêts ne donnant pas le contrôle	Capitaux propres Totaux
Au 1er janvier 2017 publié	**170**	**3 992**	**(5)**	**1 350**	**4 412**	**(1 469)**	**8 450**	**5 990**	**14 440**
Incidences IFRS 15 (note 1.3)	-	-	-	-	(5)	-	(5)	(4)	(8)
Au 1er janvier 2017 retraité (*)	**170**	**3 992**	**(5)**	**1 350**	**4 407**	**(1 469)**	**8 445**	**5 986**	**14 431**
Autres éléments du résultat global au titre de la période retraité (*)	-	-	-	-	-	(374)	(374)	(453)	(827)
Résultat de la période retraité (*)	-	-	-	-	(96)	-	(96)	66	(30)
Résultat global de l'ensemble consolidé au titre de la période retraité (*)	**-**	**-**	**-**	**-**	**(96)**	**(374)**	**(470)**	**(387)**	**(857)**
Opérations sur capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Opérations sur titres auto-détenus	-	-	3	-	(2)	-	2	-	2
Dividendes versés / à verser aux porteurs d'actions (v)	-	-	-	-	(173)	-	(173)	(15)	(188)
Dividendes versés / à verser aux porteurs de TSSDI (v)	-	-	-	-	(43)	-	(43)	-	(43)
Paiements en actions	-	-	-	-	7	-	7	6	13
Variation des parts d'intérêts liées à la prise / perte de contrôle des filiales	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Variation des parts d'intérêts sans prise / perte de contrôle des filiales (vi)	-	-	-	-	26	-	26	43	68
Autres mouvements	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Au 30 juin 2017 retraité (*)	**170**	**3 992**	**(1)**	**1 350**	**4 127**	**(1 843)**	**7 794**	**5 362**	**13 426**

En millions d'euros (avant affectation du résultat)	Capital	Réserves liées au capital (i)	Titres auto-détenus	TSSDI	Réserves et résultats consolidés	Autres réserves (ii)	Capitaux propres Part du Groupe (iii)	Intérêts ne donnant pas le contrôle	Capitaux propres Totaux
Au 31 décembre 2017 publié	**170**	**3 992**	**(5)**	**1 350**	**4 173**	**(2 096)**	**7 584**	**5 473**	**13 057**
Incidences IFRS 15 (note 1.3)	-	-	-	-	(25)	-	(25)	(5)	(30)
Au 31 décembre 2017 retraité (*)	**170**	**3 992**	**(5)**	**1 350**	**4 148**	**(2 096)**	**7 559**	**5 468**	**13 027**
Incidences IFRS 9 et amendements IFRS 2 (note 1.3)	-	-	-	-	(43)	(17)	(61)	(41)	(101)
Au 1er janvier 2018	**170**	**3 992**	**(5)**	**1 350**	**4 105**	**(2 114)**	**7 498**	**5 427**	**12 926**
Autres éléments du résultat global au titre de la période	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**(393)**	**(393)**	**(447)**	**(840)**
Résultat de la période	**-**	**-**	**-**	**-**	**(63)**	**-**	**(63)**	**153**	**90**
Résultat global de l'ensemble consolidé au titre de la période	**-**	**-**	**-**	**-**	**(63)**	**(393)**	**(456)**	**(294)**	**(750)**
Opérations sur capital	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
Opérations sur titres auto-détenus (iv)	**(1)**	**(32)**	**(84)**	**-**	**(21)**	**-**	**(138)**	**-**	**(138)**
Dividendes versés / à verser aux porteurs d'actions (v)	**-**	**-**	**-**	**-**	**(168)**	**-**	**(168)**	**(33)**	**(201)**
Dividendes versés / à verser aux porteurs de TSSDI (v)	**-**	**-**	**-**	**-**	**(42)**	**-**	**(42)**	**-**	**(42)**
Paiements en actions	**-**	**-**	**-**	**-**	**5**	**-**	**5**	**7**	**12**
Variation des parts d'intérêts liées à la prise / perte de contrôle des filiales	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
Variation des parts d'intérêts sans prise / perte de contrôle des filiales (vi)	**-**	**-**	**-**	**-**	**(18)**	**-**	**(18)**	**39**	**21**
Autres mouvements	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
Au 30 juin 2018	**169**	**3 960**	**(89)**	**1 350**	**3 797**	**(2 506)**	**6 680**	**5 147**	**11 827**

(*) Les comptes antérieurement publiés ont été retraités suite à l'application rétrospective de la norme IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients » (note 1.3)
(i) Réserves liées au capital = primes d'émissions, prime d'apport, primes de fusions, réserves légales
(ii) Voir note 10.2
(iii) Attribuable aux actionnaires de Casino, Guichard-Perrachon
(iv) Voir note 10.1 pour les opérations sur titres auto-détenus
(v) Voir note 10.4 pour les dividendes versés et à verser aux porteurs d'actions et TSSDI. Les dividendes versés et à verser aux intérêts ne donnant pas le contrôle au cours du 1er semestre 2018 concernent principalement Éxito et GPA à hauteur de respectivement 18 et 12 millions d'euros (au 30 juin 2017 : Éxito et l'Uruguay à hauteur de respectivement 7 et 6 millions d'euros)
(vi) L'incidence positive de 21 millions d'euros correspond essentiellement à (a) la contribution complémentaire de 36 millions d'euros versée par l'investisseur Fondo Inmobiliario Colombia dans la foncière Viva Malls créée par Éxito en 2016 et (b) à la cession des parcs de magasins chez Franprix – Leader Price et Distribution Casino France pour respectivement -7 et -4 millions d'euros (notes 3.1.2 et 3.1.3). Sur le premier semestre 2017, l'incidence positive de 68 millions d'euros correspondait essentiellement à (a) la contribution complémentaire de 42 millions d'euros versée par l'investisseur Fondo Inmobiliario Colombia dans la foncière Viva Malls créée par Éxito en 2016 et (b) les résultats de l'offre publique d'achat des actions de Cnova N.V. pour un montant de 22 millions d'euros

COMPTES CONSOLIDÉS

SOMMAIRE DETAILLE DES NOTES ANNEXES

NOTE 1 PRINCIPES COMPTABLES GENERAUX 21

1.1 REFERENTIEL 21
1.2 BASE DE PREPARATION ET DE PRESENTATION DES COMPTES CONSOLIDES 22
1.3 CHANGEMENTS DE METHODES COMPTABLES 23

NOTE 2 FAITS MARQUANTS 29

NOTE 3 PERIMETRE DE CONSOLIDATION 30

3.1 OPERATIONS DE PERIMETRE DU 1ER SEMESTRE 2018 30
3.2 ACTIFS DETENUS EN VUE DE LA VENTE ET ACTIVITES ABANDONNEES 31
3.3 PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES ASSOCIEES ET LES COENTREPRISES 32

NOTE 4 COMPLEMENT D'INFORMATION LIE AU TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE..... 33

4.1 RECONCILIATION DES DOTATIONS AUX PROVISIONS .. 33
4.2 RECONCILIATION DE LA VARIATION DU BFR AVEC LES POSTES DU BILAN 34
4.3 RECONCILIATION DES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS 34
4.4 RECONCILIATION DES CESSIONS D'IMMOBILISATIONS 34
4.5 INCIDENCE SUR LA TRESORERIE DES VARIATIONS DE PERIMETRE AVEC CHANGEMENT DE CONTROLE 35
4.6 INCIDENCE SUR LA TRESORERIE DES TRANSACTIONS AVEC LES INTERETS NE DONNANT PAS LE CONTROLE 35
4.7 RECONCILIATION ENTRE LA VARIATION DE TRESORERIE ET LA VARIATION DE DETTE FINANCIERE NETTE 35
4.8 RECONCILIATION DES INTERETS FINANCIERS NETS VERSES 36

NOTE 5 INFORMATION SECTORIELLE 36

5.1 INDICATEURS CLES PAR SECTEUR OPERATIONNEL 36
5.2 INDICATEURS CLES PAR ZONE GEOGRAPHIQUE 37

NOTE 6 DONNEES LIEES A L'ACTIVITE..... 37

6.1 SAISONNALITE DE L'ACTIVITE 37
6.2 VENTILATION DES PRODUITS DES ACTIVITES ORDINAIRES 37
6.3 NATURE DE CHARGES PAR FONCTION 39
6.4 AMORTISSEMENTS 39
6.5 AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS 40

NOTE 7 IMPOTS..... 41

NOTE 8 GOODWILL, IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES, ET IMMEUBLES DE PLACEMENT 42

NOTE 9 STRUCTURE FINANCIERE ET COUTS FINANCIERS 42

9.1 TRESORERIE NETTE 45
9.2 EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES 45
9.3 RESULTAT FINANCIER 47
9.4 JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS 48

NOTE 10 CAPITAUX PROPRES..... 49

10.1 ÉLEMENTS SUR CAPITAL SOCIAL, SUR ACTIONS PROPRES ET D'AUTOCONTROLE 49
10.2 COMPOSITION DES AUTRES RESERVES 49
10.3 INTERETS NE DONNANT PAS LE CONTROLE SIGNIFICATIFS 50
10.4 DISTRIBUTIONS DE DIVIDENDES 51

NOTE 11 AUTRES PROVISIONS 51

11.1 DECOMPOSITION ET VARIATIONS 51
11.2 DETAIL DES PROVISIONS POUR LITIGES DE GPA (HORS VIA VAREJO) 51
11.3 PASSIFS ET ACTIFS EVENTUELS 52

NOTE 12 PARTIES LIEES..... 53

NOTE 13 EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE 54

GROUPE CASINO
ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS
Période de six mois close au 30 juin 2018

INFORMATIONS RELATIVES AU GROUPE CASINO, GUICHARD-PERRACHON

Casino, Guichard-Perrachon est une société anonyme de droit français, cotée sur Euronext Paris, compartiment A. La Société et ses filiales sont ci-après dénommées « le Groupe » ou « le groupe Casino ». Le siège social de la Société est situé 1, Cours Antoine Guichard, 42008 Saint-Etienne.

Les états financiers consolidés au 30 juin 2018 reflètent la situation comptable de la Société et de ses filiales, ainsi que les intérêts du Groupe dans les entreprises associées et coentreprises.

En date du 25 juillet 2018, le Conseil d'administration a arrêté et autorisé la publication des états financiers consolidés résumés de Casino, Guichard-Perrachon pour le semestre se terminant le 30 juin 2018.

Note 1 Principes comptables généraux

1.1 Référentiel

En application du règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002, les états financiers consolidés résumés du groupe Casino sont établis conformément aux normes IFRS (International Financial Reporting Standards) publiées par l'IASB (International Accounting Standards Board) telles qu'adoptées par l'Union Européenne au 30 juin 2018.

Ce référentiel est disponible sur le site de la Commission européenne à l'adresse suivante : https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/company-reporting-and-auditing/company-reporting/financial-reporting_fr

Les états financiers consolidés semestriels, présentés de manière résumée, ont été préparés conformément à la norme internationale d'information financière IAS 34 (« Information financière intermédiaire »). Ils ne comportent pas toutes les informations et annexes telles que présentées dans les états financiers annuels. De ce fait, il convient d'en effectuer la lecture en parallèle avec les états financiers consolidés du Groupe au 31 décembre 2017 qui sont disponibles sur demande au siège social de la société ou sur le site internet www.groupe-casino.fr.

Les principes comptables retenus pour l'élaboration des états financiers consolidés résumés au 30 juin 2018 sont identiques à ceux appliqués pour les états financiers consolidés annuels de l'exercice clos au 31 décembre 2017, à l'exception des changements comptables liés aux nouveaux textes suivants applicables à partir du 1er janvier 2018 :

- IFRS 9 – Instruments financiers
- IFRS 15 – Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients
- IFRIC 22 – Transactions en monnaies étrangères et contrepartie anticipée
- Amendements à IAS 40 – Transferts d'immeubles de placement
- Amendements à IFRS 2 – Classification et évaluation des transactions dont le paiement est fondé sur des actions
- Améliorations annuelles des normes IFRS – cycle 2014-2016

Les incidences liées à l'application des normes IFRS 15, IFRS 9 ainsi que des amendements à IFRS 2 sont détaillées dans la note 1.3. Les autres textes n'ont pas d'incidence sur les états financiers consolidés du Groupe.

Principale norme non entrée en vigueur

- IFRS 16 – Contrats de location

Une information sur les principes comptables de la norme est fournie dans la note 18 de l'annexe aux comptes consolidés 2017 du Groupe.

L'application de la norme IFRS 16 à partir du 1er janvier 2019 aura un impact sur les états financiers du Groupe du fait notamment des engagements de location associés à son activité Retail, une partie du parc de magasins étant exploitée en location. Le Groupe détient essentiellement des contrats de location immobilière, environ 7 000 contrats immobiliers représentant une charge de loyer annuel de 852 millions d'euros sur un total de 982 millions d'euros au titre de l'exercice 2017. Dans ce contexte, l'application d'IFRS 16 se traduira par une augmentation des passifs de location du Groupe, ainsi que par une amélioration de l'EBITDA, du résultat opérationnel courant et des flux de trésorerie issus des opérations d'exploitation.

Au cours du 1er semestre 2018, le Groupe a poursuivi le recensement et l'exploitation des données nécessaires à l'application de la norme IFRS 16. Au cours de cette période, le Groupe a également démarré la mise en place d'un logiciel informatique qui permettra d'assurer de manière totalement intégrée tant le suivi opérationnel que financier de ces contrats de location. Le Groupe continue par ailleurs l'analyse des impacts potentiels sur son information financière et n'a pas encore pris de décision quant à la méthode de transition, à savoir une approche rétrospective simplifiée ou bien une approche rétrospective complète.

S'agissant des modalités d'application à retenir, la principale difficulté identifiée à ce jour par le groupe Casino provient de la détermination de la durée des contrats de location, du fait de la grande hétérogénéité par nature des pratiques de location immobilière et des règles légales applicables d'un pays à l'autre.

1.2 Base de préparation et de présentation des comptes consolidés

1.2.1 Bases d'évaluation

Les états financiers consolidés sont présentés en euro qui est la monnaie fonctionnelle de la maison mère du Groupe. Les tableaux, présentés en millions d'euros, comprennent des données arrondies individuellement. Les calculs arithmétiques effectués sur la base des éléments arrondis peuvent présenter des divergences avec les agrégats ou sous-totaux affichés.

1.2.2 Recours à des estimations et au jugement

La préparation des états financiers consolidés requiert de la part de la Direction l'utilisation de jugements, d'estimations et d'hypothèses susceptibles d'avoir une incidence sur les montants d'actifs, passifs, produits et charges figurant dans les comptes, ainsi que sur les informations données dans certaines notes de l'annexe. Les hypothèses ayant par nature un caractère incertain, les réalisations pourront s'écarter des estimations. Le Groupe revoit régulièrement ses estimations et appréciations de manière à prendre en compte l'expérience passée et à intégrer les facteurs jugés pertinents au regard des conditions économiques.

Dans le cadre de l'élaboration de ces comptes semestriels consolidés, les principaux jugements effectués par la Direction ainsi que les principales hypothèses retenues dans le cadre de la mise à jour des estimations significatives sont :

- le classement et l'évaluation de l'actif net de Via Varejo ainsi que d'autres actifs des segments France Retail et Latam Retail selon IFRS 5 (note 3.2) ;
- le suivi des indicateurs de perte de valeur, et le cas échéant des évaluations s'agissant des actifs non courants et goodwill (note 8) ;
- les hypothèses de consommation des impôts différés actifs (note 7) ;
- la reconnaissance, la présentation et l'évaluation de la valeur recouvrable des crédits d'impôt ou de taxes (principalement ICMS, PIS et COFINS au Brésil) (notes 5.1 et 11) ;
- ainsi que les provisions pour risques (note 11), notamment fiscaux et sociaux au Brésil.

1.3 Changements de méthodes comptables

1.3.1 Impacts sur les états financiers consolidés

Les tableaux ci-dessous présentent les incidences sur le compte de résultat consolidé, l'état du résultat global, l'état de la situation financière consolidée et l'état des flux de trésorerie consolidés précédemment publiés, résultant de :

- l'application rétrospective de la norme IFRS 15 (note 1.3.2) ;
- l'application rétrospective limitée (rattrapage cumulatif sans retraitement des exercices antérieurs) de la norme IFRS 9 (note 1.3.3) ;
- l'application prospective des amendements à IFRS 2 : l'incidence consiste à un reclassement au 1er janvier 2018 d'une dette de 5 millions d'euros en intérêts ne donnant pas le contrôle au titre de retenues à la source attachées à des plans d'options de souscription d'actions au Brésil.

Par ailleurs, à l'occasion de l'application d'IFRS 15, le Groupe a opéré quelques modifications de présentation de son compte de résultat consolidé avec comme incidences (i) la présentation sur la face du compte de résultat d'un agrégat « Revenus totaux » qui se compose du « Chiffre d'affaires, hors taxes » et des « Autres revenus », (ii) le reclassement du coût de revient et de la variation de stock liés aux activités de promotion immobilière et de marchands de biens des « Coûts des ventes » en « Coût d'achat complet des marchandises vendues » et (iii) des reclassements entre le « Chiffre d'affaires, hors taxes » et les « Autres revenus » dont les principaux sont les suivants :

- les revenus locatifs sont désormais présentés en « Autres revenus » ;
- les redevances et prestations facturées aux franchisés sont désormais présentées en « Chiffre d'affaires, hors taxes ».

Cette nouvelle présentation a été appliquée de manière rétrospective qui induit le retraitement de l'exercice 2017.

Impacts sur les principaux agrégats du compte de résultat consolidé

en millions d'euros	30 juin 2017 publié	Retraitements IFRS 15	30 juin 2017 retraité
Chiffre d'affaires, hors taxes	18 598	(158)	18 439
Autres revenus	154	71	225
Revenus totaux	**18 751**	**(87)**	**18 664**
Coût d'achat complet des marchandises vendues	(14 086)	105	(13 981)
Coûts des ventes	(3 505)	(25)	(3 531)
Frais généraux et administratifs	(693)	(9)	(702)
Résultat opérationnel courant	**466**	**(16)**	**450**
Résultat opérationnel	**192**	**(16)**	**176**
Coût de l'endettement financier net	(192)	-	(192)
Autres produits et charges financiers	(35)	-	(35)
Résultat avant impôt	**(35)**	**(16)**	**(51)**
Produit (charge) d'impôt	26	5	30
Quote-part de résultat net des entreprises associées et des coentreprises	5	-	5
Résultat net des activités poursuivies	**(5)**	**(11)**	**(16)**
Dont part du Groupe	*(78)*	*(10)*	*(88)*
Dont intérêts ne donnant pas le contrôle	*73*	*(1)*	*72*
Résultat net des activités abandonnées	**(14)**	**-**	**(14)**
Dont part du Groupe	*(8)*	*-*	*(8)*
Dont intérêts ne donnant pas le contrôle	*(6)*	*-*	*(6)*
Résultat net de l'ensemble consolidé	**(19)**	**(11)**	**(30)**
Dont part du Groupe	*(86)*	*(10)*	*(96)*
Dont intérêts ne donnant pas le contrôle	*67*	*(1)*	*66*

Impacts sur les principaux agrégats de l'état du résultat global consolidé

en millions d'euros	30 juin 2017 publié	Retraitements IFRS 15	30 juin 2017 retraité
Résultat net de l'ensemble consolidé	**(19)**	**(11)**	**(30)**
Eléments recyclables ultérieurement en résultat	(825)	-	(825)
Eléments non recyclables ultérieurement en résultat	(1)	-	(1)
Résultat global de l'ensemble consolidé au titre de la période, nets d'impôt	**(845)**	**(11)**	**(857)**
Dont part du Groupe	*(460)*	*(10)*	*(470)*
Dont intérêts ne donnant pas le contrôle	*(386)*	*(1)*	*(387)*

Impacts sur les principaux agrégats de l'état de la situation financière consolidée

en millions d'euros	31 décembre 2017 publié	Retraitements IFRS 15	31 décembre 2017 retraité	Retraitements IFRS 9	Retraitements IFRS 2	1er janvier 2018 retraité
Goodwill	9 031	-	**9 031**	-	-	**9 031**
Immobilisations incorporelles, corporelles et immeubles de placement	10 629	-	**10 629**	-	-	**10 629**
Participations dans les entreprises associées et les coentreprises	587	(13)	**575**	(11)	-	**563**
Autres actifs non courants	1 220	(21)	**1 199**	-	-	**1 199**
Actifs d'impôts différés	523	(2)	**520**	21	-	**541**
Actifs non courants	**21 990**	**(36)**	**21 954**	**10**	**-**	**21 964**
Stocks	3 871	(51)	**3 820**	-	-	**3 820**
Créances clients	946	(5)	**941**	(46)	-	**895**
Autres actifs courants	1 272	3	**1 275**	(1)	-	**1 274**
Créances d'impôts courants	138	-	**138**	-	-	**138**
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3 391	-	**3 391**	-	-	**3 391**
Actifs détenus en vue de la vente	6 593	-	**6 593**	(47)	-	**6 546**
Actifs courants	**16 212**	**(54)**	**16 158**	**(94)**	**-**	**16 065**
Total actifs	**38 202**	**(90)**	**38 113**	**(84)**	**-**	**38 029**
Capitaux propres part du Groupe	7 584	(25)	**7 559**	(61)	-	**7 498**
Intérêts ne donnant pas le contrôle	5 473	(5)	**5 468**	(46)	5	**5 427**
Capitaux propres	**13 057**	**(30)**	**13 027**	**(107)**	**5**	**12 926**
Provisions pour retraites et engagements assimilés non courantes	358	-	**358**	-	-	**358**
Autres provisions non courantes	514	-	**514**	-	-	**514**
Passifs financiers non courants	7 229	-	**7 229**	19	-	**7 249**
Dettes non courantes liées aux engagements de rachat d'intérêts ne donnant pas le contrôle	28	-	**28**	-	-	**28**
Autres dettes non courantes	481	-	**481**	-	(3)	**478**
Passifs d'impôts différés	725	-	**725**	-	-	**725**
Passifs non courants	**9 335**	**-**	**9 335**	**19**	**(3)**	**9 352**
Provisions pour retraites et engagements assimilés courantes	11	-	**11**	-	-	**11**
Autres provisions courantes	162	-	**162**	-	-	**162**
Dettes fournisseurs	6 649	19	**6 668**	-	-	**6 668**
Passifs financiers courants	1 493	-	**1 493**	-	-	**1 493**
Dettes courantes liées aux engagements de rachat d'intérêts ne donnant pas le contrôle	143	-	**143**	-	-	**143**
Dettes d'impôts exigibles	88	-	**88**	-	-	**88**
Autres dettes courantes	2 584	(78)	**2 506**	4		**2 509**
Passifs associés à des actifs détenus en vue de la vente	4 680	-	**4 680**	-	(2)	**4 678**
Passifs courants	**15 809**	**(59)**	**15 750**	**4**	**(2)**	**15 752**
Total capitaux propres et passifs	**38 202**	**(90)**	**38 113**	**(84)**	**-**	**38 029**

en millions d'euros	1er janvier 2017 publié	Retraitements IFRS 15	1er janvier 2017 retraité
Goodwill	9 595	-	**9 595**
Immobilisations incorporelles, corporelles et immeubles de placement	11 642	-	**11 642**
Participations dans les entreprises associées et les coentreprises	625	(16)	**609**
Autres actifs non courants	1 080	(8)	**1 073**
Actifs d'impôts différés	687	(10)	**677**
Actifs non courants	**23 629**	**(33)**	**23 596**
Stocks	3 990	(46)	**3 945**
Créances clients	880	(5)	**876**
Autres actifs courants	1 542	(1)	**1 541**
Créances d'impôts courants	130	-	**130**
Trésorerie et équivalents de trésorerie	5 750	-	**5 750**
Actifs détenus en vue de la vente	6 120	-	**6 120**
Actifs courants	**18 412**	**(51)**	**18 361**
Total actifs	**42 042**	**(84)**	**41 958**
Capitaux propres part du Groupe	8 450	(5)	**8 445**
Intérêts ne donnant pas le contrôle	5 990	(4)	**5 986**
Capitaux propres	**14 440**	**(8)**	**14 431**
Provisions pour retraites et engagements assimilés non courantes	312	-	**312**
Autres provisions non courantes	615	-	**615**
Passifs financiers non courants	7 733	-	**7 733**
Dettes non courantes liées aux engagements de rachat d'intérêts ne donnant pas le contrôle	41	-	**41**
Autres dettes non courantes	618	-	**618**
Passifs d'impôts différés	1 094	-	**1 094**
Passifs non courants	**10 413**	**-**	**10 413**
Provisions pour retraites et engagements assimilés courantes	12	-	**12**
Autres provisions courantes	163	-	**163**
Dettes fournisseurs	6 939	-	**6 939**
Passifs financiers courants	2 482	-	**2 482**
Dettes courantes liées aux engagements de rachat d'intérêts ne donnant pas le contrôle	341	-	**341**
Dettes d'impôts exigibles	54	-	**54**
Autres dettes courantes	2 795	(76)	**2 719**
Passifs associés à des actifs détenus en vue de la vente	4 404	-	**4 404**
Passifs courants	**17 189**	**(76)**	**17 113**
Total capitaux propres et passifs	**42 042**	**(84)**	**41 958**

Impacts sur les principaux agrégats de l'état des flux de trésorerie consolidés

en millions d'euros	30 juin 2017 publié	Retraitements IFRS 15	30 juin 2017 retraité
Flux nets de trésorerie générés par l'activité	**(1 892)**	**-**	**(1 892)**
Dont résultat avant impôt de l'ensemble consolidé	*(64)*	*(16)*	*(80)*
Dont autres éléments de la CAF	*858*	*(3)*	*855*
Dont variation du BFR et impôts versés	*(2 686)*	*18*	*(2 668)*
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	**(592)**	**-**	**(592)**
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	**(774)**	**-**	**(774)**
Incidence des variations monétaires sur la trésorerie	(184)	-	(184)
Variation de la trésorerie nette	**(3 443)**	**-**	**(3 443)**
Trésorerie et équivalents de trésorerie nets d'ouverture	6 787	-	6 787
Trésorerie et équivalents de trésorerie nets de clôture	3 345	-	3 345

1.3.2 Impacts liés à la première application de la norme IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients »

IFRS 15 définit les principes de comptabilisation des revenus et remplace les normes IAS 18 – Produits des activités ordinaires et IAS 11 – Contrats de construction et les interprétations y afférentes. La norme IFRS 15 prévoit un modèle unique en cinq étapes pour la comptabilisation du chiffre d'affaires. Elle introduit de nouveaux concepts et principes en matière de comptabilisation du revenu, notamment au titre de l'identification des obligations de performance ou de l'allocation du prix de la transaction pour les contrats à éléments multiples.

Le Groupe a décidé d'appliquer cette norme au 1er janvier 2018 avec application rétrospective et présentation des comptes comparatifs retraités. Compte tenu de la nature de ses activités, l'application de la norme n'a pas eu d'impact matériel au regard des revenus et du résultat opérationnel courant précédemment publiés par le Groupe.

L'application de la norme conduit essentiellement à des reclassements entre chiffre d'affaires, autres revenus, coûts d'achats des marchandises vendues et coûts des ventes. Les principaux éléments concernent certaines prestations réalisées envers des fournisseurs, certaines opérations promotionnelles consenties directement par les fournisseurs aux clients finaux, la qualification agent / principal de certains contrats et la présentation des revenus locatifs. De manière incidente, l'application rétrospective d'IFRS 15 a un impact négatif de 16 millions d'euros sur le résultat opérationnel courant du premier semestre 2017.

Le principe comptable modifié relatif aux « produits des activités ordinaires » est présenté en note 6.2.

1.3.3 Impacts liés à la première application de la norme IFRS 9 « Instruments financiers »

Cette nouvelle norme définit de nouveaux principes en matière de classement et d'évaluation des instruments financiers, de dépréciation pour risque de crédit des actifs financiers et de comptabilité de couverture.

L'application de cette norme se traduit par la comptabilisation d'un impact cumulé limité dans les capitaux propres au 1er janvier 2018. Les principaux changements individuellement non significatifs induits par l'application de la norme sont les suivants :

- L'application du nouveau modèle de dépréciation des actifs financiers (y compris les actifs sur contrat) qui consiste à reconnaitre les pertes de crédit attendues à maturité au lieu des pertes encourues selon le modèle d'IAS 39. Le Groupe a appliqué le modèle simplifié pour l'ensemble de ses créances, notamment celles envers les franchisés et les locataires qui a eu pour conséquence, au titre des activités poursuivies hors entités mises en équivalence, une augmentation des provisions pour dépréciation des actifs de 44 millions d'euros ainsi qu'une diminution des capitaux propres nets d'impôt de 30 millions d'euros ;
- Les créances envers les établissements de cartes de crédit (Brésil) sont constitutives d'instruments de dette à la juste valeur par OCI. L'incidence consiste en une diminution des créances clients de 3 millions d'euros et des capitaux propres de 2 millions d'euros ;
- Les instruments de capitaux propres précédemment classés en « actifs financiers disponibles à la vente » ont été principalement reclassés en instruments de capitaux propres évalués à la juste valeur par le résultat ;
- Le retraitement des échanges obligataires qui a conduit à une augmentation de la dette financière de 19 millions d'euros et une diminution des capitaux propres nets d'impôt de 15 millions d'euros ;
- Au titre des entités mises en équivalence (Mercialys, Banque du Groupe Casino et FIC), les incidences se traduisent par une diminution des capitaux propres nets d'impôt en contrepartie des titres mis en équivalence de 11 millions d'euros (essentiellement liées à l'application du nouveau modèle de dépréciation des actifs financiers) ;
- Au titre des activités abandonnées de Via Varejo, les incidences se résument par une diminution des capitaux propres nets d'impôt en contrepartie des actifs détenus en vue de la vente de 47 millions d'euros ; elles résultent de l'application du nouveau modèle de dépréciation des créances liées à l'activité de crédit et à la classification des créances envers les établissements de cartes de crédit qui sont constitutives d'instruments de dette à la juste valeur par OCI.

Le tableau ci-dessous détaille les catégories d'évaluation initiales de la norme IAS 39 et les nouvelles catégories de la norme IFRS 9 pour chaque catégorie d'actif financier du Groupe à compter du 1er janvier 2018. Les catégories de passifs financiers restant les mêmes, ces dernières ne sont pas présentées.

en millions d'euros	Classement d'origine selon IAS 39	Nouveau classement selon IFRS 9	Valeur comptable d'origine selon IAS 39	Nouvelle valeur comptable selon IFRS 9
Instruments de capitaux propres	Disponible à la vente - au coût	**Juste valeur par résultat**	4	**4**
Instruments de capitaux propres	Disponible à la vente - à la juste valeur	**Juste valeur par résultat**	32	**32**
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Détenus à des fins de transaction	**Juste valeur par résultat**	4	**4**
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Prêts et créances	**Coût amorti**	3 386	**3 386**
Dérivés actifs utilisés comme couverture	Instruments de couverture comptable	**Juste valeur - instruments de couverture**	98	**98**
Créances envers les établissements de cartes de crédit (Brésil)	Prêts et créances	**Instruments de dette - à la juste valeur par les autres éléments du résultat global (OCI)**	104 (i)	**101** (i)
Créances clients et autres actifs courants et non courants	Prêts et créances	**Coût amorti**	2 192 (i)	**2 149** (i)

(i) La valeur comptable d'origine et la nouvelle valeur comptable selon IFRS 9 des instruments de dette de Via Varejo (classés en « actifs détenus en vue de la vente » et non inclus dans le tableau ci-dessus) s'élèvent respectivement à 421 et 405 millions d'euros

Le principe comptable modifié relatif aux « instruments financiers » est présenté en note 9.

Note 2 Faits marquants

Les faits marquants du semestre sont les suivants :

- **Projet de cession de Via Varejo**

Au cours de l'année 2017, certains facteurs externes échappant au contrôle de GPA, principalement liés au contexte macroéconomique du Brésil, ont entraîné la non-réalisation du processus de vente dans le délai d'un an tel qu'initialement prévu. Le plan de vente de Via Varejo reste néanmoins inchangé et, conjointement avec leurs conseillers financiers, GPA et Casino ont examiné les prochaines étapes et ont confirmé la poursuite du processus de vente.
En conséquence et conformément à l'application d'IFRS 5 – « actifs détenus en vue de la vente et activités abandonnées » :

- les actifs et passifs détenus en vue de la vente sont présentés au bilan sur une ligne distincte (note 3.2.1) ;
- les résultats nets après impôt et les flux de trésorerie au titre du 30 juin 2018 et 2017 de Via Varejo sont présentés sur des lignes distinctes du compte de résultat et du tableau des flux de trésorerie ;
- le tableau relatif aux passifs éventuels (note 11.3) n'inclut pas les activités de Via Varejo. Le cas échéant, un renvoi a été effectué pour donner l'information propre à Via Varejo.

- **Opération d'émission obligataire**

Le 24 janvier 2018, Casino a réalisé un placement obligataire de 200 millions d'euros à un taux d'intérêt effectif de 1,58%, s'ajoutant à l'obligation existante venant à échéance en juin 2022. À l'issue de cette opération, le nominal de cette obligation a été porté de 550 à 750 millions d'euros.

- **Acquisition de Sarenza (note 3.1.1)**

- **Partenariat commercial entre Monoprix et Amazon**

Le 26 mars 2018, Monoprix et Amazon ont annoncé un partenariat commercial visant à proposer les produits alimentaires de Monoprix aux clients du service Amazon Prime Now à Paris et dans sa proche banlieue. Dès cette année, ces produits seront disponibles sur l'application et sur le site Amazon Prime Now au travers d'une boutique virtuelle dédiée. Ce partenariat débutera opérationnellement en septembre 2018.

- **Annonce d'un plan de cession d'actifs**

Le 11 juin 2018, le Groupe a annoncé le lancement d'un plan de cession d'actifs pour poursuivre la transformation de son modèle et accélérer son désendettement en France. Ce plan porte sur des actifs non stratégiques identifiés par le Groupe, notamment immobiliers, pouvant être cédés pour une valeur estimée de 1,5 milliard d'euros, dont environ la moitié serait réalisée en 2018, l'autre moitié en 2019.

- **Coopération aux achats avec Auchan Retail, METRO, et le groupe Schiever**

Le 29 juin 2018, le groupe Casino, Auchan Retail, METRO et le groupe Schiever ont annoncé leur coopération aux achats à l'international et en France après la conclusion de plusieurs accords sur les 3 derniers mois. L'ensemble des nouvelles alliances, dénommé « Horizon », s'attachera à sortir d'un mode de négociation purement transactionnel pour développer des négociations de type collaboratif, équilibré et innovant.
Cette annonce fait suite à celle du 3 avril 2018 dans laquelle le groupe Casino et Auchan Retail annonçaient avoir entamé des négociations exclusives en vue d'établir un partenariat stratégique mondial. Dans le même temps, Casino et Intermarché avaient mis fin, d'un commun accord, à leur alliance à l'achat en France.
L'approbation des autorités de concurrence concernées sera sollicitée avant leur mise en œuvre. Les autorités en France ont été informées dès la signature des accords pour la France le 18 mai 2018.

Le 16 juillet 2018, l'Autorité de la concurrence a annoncé avoir ouvert des enquêtes sur les récentes alliances entre groupes de distribution dans les achats.

Note 3 Périmètre de consolidation

3.1 Opérations de périmètre du 1er semestre 2018

3.1.1 Prise de contrôle de Sarenza

Le 30 avril 2018, Monoprix a pris le contrôle de Sarenza, un des leaders de la vente de chaussures sur internet. Le montant décaissé pour acquérir les 100% de participation dans la société s'est élevé à 22 millions d'euros (note 4.5).

Compte tenu de la date de réalisation de l'opération, le Groupe n'a pas été en mesure d'évaluer la juste valeur des actifs et des passifs. En conséquence, le bilan d'acquisition de Sarenza a été intégré pour sa valeur nette comptable et un goodwill provisoire de 24 millions d'euros a été constaté pour la différence avec la contrepartie transférée et a été alloué à l'UGT Monoprix.

La contribution des activités de Sarenza au chiffre d'affaires du Groupe pour la période du 30 avril 2018 au 30 juin 2018 s'élève à 27 millions d'euros. Celle au résultat net consolidé du Groupe est non significative. Si cette prise de contrôle avait été réalisée dès le 1er janvier 2018, la contribution additionnelle au chiffre d'affaires et au résultat net consolidé du Groupe aurait été respectivement de 70 et -7 millions d'euros.

3.1.2 Opérations de périmètre dans le sous-groupe Franprix – Leader Price

Le 28 février 2018, Franprix - Leader Price a cédé le contrôle à un masterfranchisé d'un ensemble de 105 magasins Franprix et Leader Price. La décision de céder ces magasins avait été prise en fin d'année 2017 et, de ce fait, les actifs et passifs attachés avaient été classés au 31 décembre 2017 sur une ligne distincte du bilan conformément à IFRS 5 – « actifs détenus en vue de la vente ».
Le produit de cession s'élève à 33 millions d'euros dont 28 millions d'euros encaissés (note 4.5) générant une perte de 15 millions d'euros reconnue en « autres charges opérationnelles ». Si ces cessions avaient été réalisées dès le 1er janvier 2018, les incidences sur le chiffre d'affaires, le résultat opérationnel courant, les autres produits et charges opérationnels et la quote-part de résultat net des entreprises associées et coentreprises auraient été non significatives.
Franprix – Leader Price a gardé une participation dans cet ensemble de magasins à hauteur de 49% des titres et dispose d'une option d'achat exerçable entre 2021 et 2023.

Parallèlement, ce même masterfranchisé a investi à hauteur de 40% dans un ensemble de magasins Franprix et Leader Price. Cette opération a été traitée comptablement comme une transaction entre actionnaires.
Franprix – Leader Price a également consenti un engagement de rachat au masterfranchisé portant sur sa participation de 40% et bénéficie également d'une promesse de vente.
L'ensemble de ces opérations a eu une incidence de -7 millions d'euros sur les capitaux propres part du Groupe, et a conduit à l'enregistrement d'une dette liée aux engagements de rachat d'intérêts ne donnant pas le contrôle de 17 millions d'euros ainsi que d'un dérivé actif de 10 millions d'euros.

Par ailleurs, Franprix – Leader Price a réalisé différentes opérations de prise de contrôle de magasins au cours du semestre pour un prix d'acquisition de 45 millions d'euros (dont 36 millions d'euros décaissés - note 4.5) qui ont généré un goodwill provisoire de 41 millions d'euros. Certains sous-groupes étant antérieurement mis en équivalence dans les comptes consolidés du Groupe, la réévaluation de la quote-part antérieurement détenue a généré un produit de 17 millions d'euros reconnu en « autres produits opérationnels ».
La contribution des activités de ces magasins au chiffre d'affaires et au résultat net consolidé du Groupe sur le semestre est respectivement de 6 et -2 millions d'euros (hors produit de réévaluation de la quote-part antérieurement détenue).
Si ces acquisitions avaient été réalisées dès le 1er janvier 2018, la contribution additionnelle au chiffre d'affaires et au résultat net consolidé du Groupe aurait été respectivement de 15 et 1 million d'euros (hors produit de réévaluation de la quote-part antérieurement détenue).

3.1.3 Cessions sans perte de contrôle d'un ensemble de supermarchés Casino

Au cours du 1er semestre 2018, Distribution Casino France a cédé 40% de 5 supermarchés Casino à un masterfranchisé. Cette cession sans perte de contrôle s'est traduite comptablement comme une transaction entre actionnaires et a abouti à une incidence de 13 millions d'euros sur les capitaux propres part du Groupe et de 2 millions d'euros sur les intérêts ne donnant pas le contrôle.
Distribution Casino France a consenti un engagement de rachat au masterfranchisé portant sur sa participation de 40% et bénéficie également d'une promesse de vente. Cet engagement a conduit à l'enregistrement d'une dette pour 19 millions d'euros en contrepartie des capitaux propres (dont -15 millions d'euros en part du Groupe).

3.2 Actifs détenus en vue de la vente et activités abandonnées

3.2.1 Actifs détenus en vue de la vente et passifs associés

en millions d'euros	Notes	30 juin 2018		31 décembre 2017	
		Actif	Passif	Actif	Passif
Sous-groupe Via Varejo		**4 938**	**3 624**	6 041	4 571
Autres France Retail (i)		**487**	**79**	545	109
Autres Latam Retail (ii)		**120**	**1**	7	-
Total		**5 545**	**3 704**	**6 593**	**4 680**
Actif net		**1 841**		1 913	
Dont part du Groupe de la filiale vendeuse	*9.2.1*	***1 089***		*1 070*	

(i) Au 30 juin 2018, cette ligne est composée principalement de magasins et d'actifs immobiliers. L'absence d'évolution significative du solde d'actif net en part Groupe par rapport au 31 décembre 2017 reflète une compensation entre la concrétisation de cessions sur la période à hauteur d'environ 175 millions d'euros et la présentation de nouveaux projets de cessions à hauteur d'environ 140 millions d'euros
(ii) Cette ligne est composée essentiellement d'actifs immobiliers

3.2.2 Activités abandonnées

Le résultat des activités abandonnées composé essentiellement de Via Varejo (y compris Cnova Brésil) est présenté ci-dessous :

en millions d'euros	30 juin 2018 (i) (ii)	30 juin 2017 (i) (ii)
Chiffre d'affaires, hors taxes	**3 155**	3 521
Charges	**(3 080)**	(3 512)
Résultat de cession des activités abandonnées	**-**	**-**
Prix de cession	-	-
Frais relatifs aux cessions	-	-
Actif net comptable cédé	-	-
Recyclage des autres éléments du résultat global net d'impôt (iii)	-	-
Perte résultant de la réévaluation à la juste valeur diminuée des coûts de la vente de Via Varejo (iv)	**-**	(38)
Résultat net avant impôt des activités abandonnées	**74**	**(28)**
Produit / (charge) d'impôt	**(29)**	10
Quote-part de résultat net des entreprises associées et des coentreprises	**3**	4
Résultat net des activités abandonnées	**48**	**(14)**
Dont part du Groupe	***4***	*(8)*
Dont part des intérêts ne donnant pas le contrôle	***44***	*(6)*
Résultat de base par action, part du Groupe (en euros)	**0,04**	(0,07)
Résultat dilué par action, part du Groupe (en euros)	**0,04**	(0,07)

(i) Au 30 juin 2018 et au 30 juin 2017, représente principalement 6 mois d'activité pour Via Varejo
(ii) Le chiffre d'affaires et l'EBITDA réalisés par Via Varejo au titre du 1er semestre 2018 s'élèvent respectivement à 3 155 et 186 millions d'euros (1er semestre 2017 : respectivement 3 521 et 183 millions d'euros)
(iii) Le reclassement de Via Varejo en activités abandonnées n'a aucune incidence dans les autres éléments du résultat global du 1er semestre 2018 et du 1er semestre 2017. La cession effective de Via Varejo ne déclenchera pas de recyclage d'écart de conversion en résultat
(iv) Lors du classement selon IFRS 5 en 2016, la juste valeur de Via Varejo (y compris Cnova Brésil) avait été estimée à 1 656 millions d'euros (avant les coûts de la vente de 20 millions d'euros). Cette valeur reposait sur le cours de bourse de clôture (10,75 réais par action au 31 décembre 2016) augmenté de l'estimation d'une prime de contrôle. Au 30 juin 2017, le cours de bourse était sensiblement identique et cette évaluation avait donc été maintenue. Ceci avait conduit à la reconnaissance d'une perte de valeur de 38 millions d'euros au 30 juin 2017. Aucune perte de valeur additionnelle n'a été comptabilisée depuis ; le cours de bourse s'établit à 18,61 réais par action au 30 juin 2018

3.2.3 Flux nets de trésorerie liés aux activités abandonnées

Au titre des périodes closes le 30 juin 2018 et le 30 juin 2017, les flux nets de trésorerie liés aux activités abandonnées correspondent essentiellement aux flux de Via Varejo.

3.3 Participations dans les entreprises associées et les coentreprises

3.3.1 Variation des participations dans les entreprises associées et les coentreprises

en millions d'euros	Ouverture retraitée	Incidences IFRS 9	Perte de valeur	Quote-part de résultat de la période	Distribution	Autres	Clôture
Entreprises associées							
FIC (GPA)	92	-	-	18	(53)	(12)	45
Mercialys	351 (*)	-	-	29	(38)	9 (i)	350
Entreprises associées du groupe Franprix-Leader Price	2	-	-	(39)	-	40 (ii)	4
Autres	39	-	-	1	(4)	3	39
Coentreprises							
Banque du Groupe Casino	84	-	-	1	-	4	89
Tuya (Éxito)	28	-	-	3	-	1	32
Autres	13	-	-	(1)	-	3	15
Exercice 2017 retraité	**609**	**-**	**-**	**13**	**(96)**	**48**	**575**
Entreprises associées							
FIC (GPA)	**45**	**(5)**	**-**	**8**	**-**	**(5)**	**42**
Mercialys	**350**	**(1)**	**-**	**17**	**(25)**	**(3) (i)**	**337**
Entreprises associées du groupe Franprix-Leader Price	**4**	**-**	**-**	**(26)**	**-**	**26 (ii)**	**4**
Autres	**39**	**-**	**-**	**1**	**(2)**	**3**	**41**
Coentreprises							
Banque du Groupe Casino	**89**	**(5)**	**-**	**2**	**-**	**-**	**86**
Tuya (Éxito)	**32**	**-**	**-**	**8**	**-**	**12**	**52**
Autres	**15**	**-**	**-**	**2**	**-**	**-**	**17**
1er semestre 2018	**575**	**(11)**	**-**	**11**	**(27)**	**33**	**581**

(*) La valeur des titres mis en équivalence de Mercialys a été retraitée suite à l'application rétrospective de la norme IFRS 15 dont l'incidence s'élève à -16 millions d'euros

(i) La variation de -3 et +9 millions d'euros respectivement en 2018 et 2017 résulte principalement de la neutralisation des plus ou moins-values dégagées lors des acquisitions et cessions d'actifs immobiliers de Casino à Mercialys à hauteur de la quote-part détenue dans cette entité

(ii) Ces montants de 26 et 40 millions d'euros respectivement en 2018 et 2017 reflètent le reclassement de présentation de la quote-part des pertes d'entreprises associées de Franprix – Leader Price excédant la valeur comptable des participations lorsque Franprix – Leader Price a l'obligation de supporter sa quote-part dans les pertes de ces entités associées

3.3.2 Quote-part des passifs éventuels dans les entreprises associées et les coentreprises

Au 30 juin 2018 et au 31 décembre 2017, il n'existe pas de passif éventuel significatif dans les entreprises associées et les coentreprises.

3.3.3 Transactions avec les parties liées (entreprises associées et coentreprises)

Les transactions avec les parties liées résumées ci-dessous concernent essentiellement les opérations courantes avec les sociétés sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable (entreprises associées) ou un contrôle conjoint (coentreprises) et comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. Ces transactions se font sur une base de prix de marché.

En millions d'euros	2018		2017 retraité	
	Entreprises associées	Coentreprises	Entreprises associées	Coentreprises
Soldes à la clôture 30 juin 2018 et 31 décembre 2017 :				
Prêts	**21**	**12**	15	13
dont dépréciation	***(70)***	**-**	*(63)*	-
Créances	**128**	**47**	78	49
dont dépréciation	***(2)***	**-**	*(1)*	-
Dettes	**9**	**486**	10	274
Transactions sur le 1er semestre :				
Charges	**42** (i)	**993** (ii)	48 (i)	547 (ii)
Produits	**519** (iii)	**19**	459 (iii)	23

(i) Dont loyers hors charges locatives au titre de 71 baux signés avec Mercialys pour 26 millions d'euros sur le 1er semestre 2018 (1er semestre 2017 : 73 baux pour 29 millions d'euros). Au 31 décembre 2017, les engagements de loyers envers Mercialys portant sur des actifs immobiliers s'élevaient à 68 millions d'euros dont 43 millions d'euros à moins d'un an

(ii) Dont 576 millions d'euros d'achats de carburant auprès de Distridyn sur le 1er semestre 2018 (1er semestre 2017 : 536 millions d'euros) et 400 millions d'euros d'achats de marchandises auprès de CD Supply Innovation, centrale d'achat commune avec Dia créée en fin d'année 2017

(iii) Les produits de 519 et 459 millions d'euros incluent à hauteur de 440 et 402 millions d'euros les ventes de marchandises de Franprix – Leader Price et Distribution Casino France envers des masterfranchisés mis en équivalence respectivement au titre du 1er semestre 2018 et du 1er semestre 2017. Ils comprennent également les produits liés aux opérations immobilières avec Mercialys présentés en « Autres revenus » pour 8 millions d'euros (1er semestre 2017 : 14 millions d'euros).

Au cours du 1er semestre, le Groupe a signé un contrat de promotion immobilière avec la société Sacré Cœur (filiale de Mercialys) générant, après prise en compte de l'élimination à hauteur de la participation détenue dans Mercialys, la reconnaissance d'autres revenus pour 8 millions d'euros et une contribution non significative en EBITDA.

Par ailleurs, le Groupe a cédé deux projets d'hypermarchés à transformer ; l'incidence de ces deux opérations sur le 1er semestre 2018 se résume par la reconnaissance d'autres revenus et une contribution positive en EBITDA de respectivement 29 et 15 millions d'euros après prise en compte de l'élimination à hauteur de la participation détenue de 10% dans les deux sociétés acquéreuses.

Note 4 Complément d'information lié au tableau de flux de trésorerie

4.1 Réconciliation des dotations aux provisions

en millions d'euros	Notes	30 juin 2018	30 juin 2017
Perte de valeur nette sur goodwill		**-**	(4)
Perte de valeur nette sur immobilisations incorporelles		**-**	(11)
Perte de valeur nette sur immobilisations corporelles		**(12)**	(42)
Perte de valeur nette sur immeubles de placement		**-**	-
Perte de valeur nette sur autres actifs		**(2)**	5
(Dotation) / reprise de provision pour risques et charges	11.1	**19**	54
Dotations aux provisions retraitées dans le tableau des flux de trésorerie		**6**	**3**

4.2 Réconciliation de la variation du BFR avec les postes du bilan

en millions d'euros	31 décembre 2017 retraité	Incidences IFRS 9 et IFRS 2	Flux de trésorerie d'exploitation	Autres flux de trésorerie	Variations de périmètre	Variations de change	Reclass. et autres	30 juin 2018
Stocks de marchandises	**(3 694)**	**-**	**(133)**	**-**	**(50)**	**149**	**(2)**	**(3 730)**
Stocks de promotion immobilière	**(126)**	**-**	**(21)**	**-**	**(1)**	**4**	**(12)**	**(155)**
Fournisseurs	**6 668**	**-**	**(528)**	**-**	**26**	**(183)**	**29**	**6 012**
Créances clients et comptes rattachés	**(941)**	**46**	**78**	**-**	**4**	**25**	**(3)**	**(791)**
(Autres créances)/dettes	**513**	**1**	**(264)**	**(71)**	**(6)**	**63**	**1**	**237**
TOTAL	**2 420**	**47**	**(867)**	**(71)**	**(27)**	**58**	**13**	**1 572**

en millions d'euros	1er janvier 2017 retraité	Flux de trésorerie d'exploitation	Autres flux de trésorerie	Variations de périmètre	Variations de change	Reclass. et autres	30 juin 2017 retraité
Stocks de marchandises	(3 775)	(166)	-	-	157	19	(3 764)
Stocks de promotion immobilière	(170)	(3)	-	(4)	(1)	3	(175)
Fournisseurs	6 939	(1 426)	-	-	(192)	(8)	5 313
Créances clients et comptes rattachés	(876)	67	-	-	19	5	(785)
(Autres créances)/dettes	723	(325)	(50)	(13)	4	13	353
TOTAL	**2 842**	**(1 853)**	**(50)**	**(17)**	**(13)**	**32**	**942**

4.3 Réconciliation des acquisitions d'immobilisations

en millions d'euros	30 juin 2018	30 juin 2017
Augmentations et acquisitions d'immobilisations incorporelles	**(89)**	(63)
Augmentations et acquisitions d'immobilisations corporelles	**(357)**	(465)
Augmentations et acquisitions d'immeubles de placement	**(25)**	(43)
Variations des dettes sur immobilisations	**(64)**	(63)
Acquisitions d'immobilisations en location-financement	**-**	1
Capitalisation des coûts d'emprunts (IAS 23)	**6**	8
Flux de décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations incorporelles, corporelles et immeubles de placement	**(529)**	**(625)**

4.4 Réconciliation des cessions d'immobilisations

en millions d'euros	30 juin 2018	30 juin 2017
Sorties d'immobilisations incorporelles	**4**	7
Sorties d'immobilisations corporelles	**73**	119
Sorties d'immeubles de placement	**-**	-
Résultats de cessions d'actifs	**5**	18
Variation des créances sur immobilisations	**4**	(32)
Sorties des actifs classés en IFRS 5	**136**	61
Flux d'encaissements liés aux cessions d'immobilisations incorporelles, corporelles et immeubles de placement	**223**	**173**

4.5 Incidence sur la trésorerie des variations de périmètre avec changement de contrôle

en millions d'euros	30 juin 2018	30 juin 2017
Montant payé pour les prises de contrôle	**(70)**	(34)
Disponibilités / (découverts bancaires) liés aux prises de contrôle	**(19)**	-
Montant reçu pour les pertes de contrôle	**15**	3
(Disponibilités) / découverts bancaires liés aux pertes de contrôle	**-**	(30)
Incidence des variations de périmètre avec changement de contrôle	**(74)**	**(61)**

Sur le 1er semestre 2018, l'incidence nette de ces opérations sur la trésorerie du Groupe résulte principalement :

- de la prise de contrôle de la société Sarenza pour -43 millions d'euros dont -20 millions d'euros de trésorerie négative acquise et -22 millions d'euros de prix décaissé (note 3.1.1) ;
- des prises de contrôle dans le sous-groupe Franprix – Leader Price pour -45 millions d'euros dont -36 millions d'euros décaissés au titre des opérations de la période (note 3.1.2) et -11 millions d'euros au titre d'opérations 2017 ;
- des pertes de contrôle dans le sous-groupe Franprix – Leader Price pour +14 millions dont 28 millions d'euros encaissés au titre de la cession d'un ensemble de 105 magasins décrite en note 3.1.2.

4.6 Incidence sur la trésorerie des transactions avec les intérêts ne donnant pas le contrôle

en millions d'euros	30 juin 2018	30 juin 2017
Distribution Casino France - Cession sans perte de contrôle (note 3.1.3)	**20**	-
Éxito – contribution complémentaire de FIC dans Viva Malls	**36**	42
Sous-groupe Franprix – Leader Price - Acquisition des titres Sarjel	**-**	(19)
Offre publique d'achat des titres Cnova	**-**	(165)
Autres	**(12)**	(6)
Incidence sur la trésorerie des transactions avec les intérêts ne donnant pas le contrôle	**44**	**(148)**

4.7 Réconciliation entre la variation de trésorerie et la variation de dette financière nette

en millions d'euros	30 juin 2018	30 juin 2017
Variation de trésorerie	**(705)**	**(3 443)**
Augmentation d'emprunts et dettes financières (i)	**(1 739)**	(1 889)
Diminution d'emprunts et dettes financières (i)	**244**	1 466
Variations de dettes sans effet de trésorerie (i)	**191**	460
Variation part du Groupe d'actifs nets détenus en vue de la vente	***96***	*271*
Variation de couverture de juste valeur	***20***	*7*
Intérêts courus	***63***	*164*
Autres	***13***	*18*
Incidence des variations monétaires (i)	**89**	261
Variation des emprunts et dettes financière des activités abandonnées	**619**	918
Variation de dette financière nette	**(1 299)**	**(2 227)**
Dette financière nette à l'ouverture publiée	**4 126**	3 367
Incidences IFRS 9 au 1er janvier 2018 (note 1.3)	**19**	-
Dette financière nette à l'ouverture retraitée	**4 146**	3 367
Dette financière nette à la clôture (note 9.2.1)	**5 445**	5 594

(i) Ces incidences sont relatives uniquement aux activités poursuivies

4.8 Réconciliation des intérêts financiers nets versés

en millions d'euros	Notes	30 juin 2018	30 juin 2017
Coût de l'endettement financier net présenté au compte de résultat	**9.3.1**	**(158)**	**(192)**
Neutralisation de gains/pertes de changes latents		**(12)**	(11)
Neutralisation des amortissements de frais et primes d'émission/remboursement		**16**	10
Capitalisation des coûts d'emprunts		**(6)**	(8)
Variation des intérêts courus et des dérivés de couverture de juste valeur des dettes financières		**(95)**	(186)
Coûts de mobilisation de créances sans recours et opérations assimilées	9.3.2	**(42)**	(38)
Intérêts financiers nets versés tels que présentés dans le tableau des flux de trésorerie		**(297)**	**(425)**

Note 5 Information sectorielle

5.1 Indicateurs clés par secteur opérationnel

L'information sectorielle présentée ci-après est fondée sur le reporting interne utilisé par la Direction Générale (principal décideur opérationnel) pour évaluer les performances et allouer les ressources. Elle inclut notamment l'affectation des frais de holding à l'ensemble des Business Unit du Groupe.

en millions d'euros	France Retail	Latam Retail	E-commerce	30 juin 2018
Chiffre d'affaires externe (note 6.2)	**9 310**	**7 630**	**876**	**17 816**
EBITDA	**307** [(i)]	**473** [(ii)]	**(7)**	**773**
Dotations aux amortissements opérationnels courants (note 6.4)	**(171)**	**(147)**	**(16)**	**(333)**
Résultat opérationnel courant	**136** [(i)]	**326** [(ii)]	**(23)**	**439**

(i) Dont 21 millions d'euros au titre des opérations de développement immobilier réalisées en France
(ii) Dont 414 millions de réais (soit 100 millions d'euros) au titre de crédits de taxes reconnus par GPA au cours du semestre (principalement liés à la reprise de provision sur le crédit ICMS ST d'Assai suite à un changement législatif)

en millions d'euros	France Retail	Latam Retail	E-commerce	30 juin 2017 retraité
Chiffre d'affaires externe (note 6.2)	9 208	8 397	835	18 439
EBITDA	281 [(i)]	529 [(ii)]	(12)	798
Dotations aux amortissements opérationnels courants (note 6.4)	(171)	(165)	(12)	(348)
Résultat opérationnel courant	110 [(i)]	364 [(ii)]	(24)	450
Dont impacts IFRS 15 sur le chiffre d'affaires	*(53)*	*(69)*	*(37)*	*(158)*
Dont impacts IFRS 15 sur le résultat opérationnel courant	*(10)*	-	*(5)*	*(16)*

(i) Dont 33 millions d'euros au titre des opérations de développement immobilier réalisées en France
(ii) Dont 447 millions de réais (soit 130 millions d'euros) au titre de crédits de taxes ICMS-ST antérieurs reconnus par GPA au cours du semestre en diminution du « coût d'achat complet des marchandises vendues » consécutivement à la publication en avril 2017 de la décision de la cour suprême fédérale brésilienne stipulant que la taxe ICMS-ST n'était pas une taxe définitive et donc n'avait pas à être incluse dans la base de calcul des taxes PIS et COFINS, permettant ainsi à GPA d'en demander le remboursement aux États brésiliens

5.2 Indicateurs clés par zone géographique

en millions d'euros	France	Amérique latine	Autres zones	Total
Chiffre d'affaires externe au 30 juin 2018	**10 184**	**7 628**	**4**	**17 816**
Chiffre d'affaires externe au 30 juin 2017 retraité	10 040	8 397	3	18 439

en millions d'euros	France	Amérique latine	Autres zones	Total
Actifs non courants au 30 juin 2018 (i)	**11 435**	**8 068**	**50**	**19 553**
Actifs non courants au 31 décembre 2017 retraité (i)	11 487	8 822	49	20 357

(i) Les actifs non courants comprennent les goodwill, les immobilisations incorporelles et corporelles, les immeubles de placement, les participations dans les entreprises associées et coentreprises ainsi que les actifs sur contrat et les charges constatées d'avance à plus d'un an

Note 6 Données liées à l'activité

6.1 Saisonnalité de l'activité

Toutes activités confondues, la saisonnalité sur le compte de résultat est faible pour le chiffre d'affaires ; le chiffre d'affaires du 1er semestre 2017 avait représenté 49% du total de l'année (51% à taux de change moyen de l'année 2017), mais est plus marquée pour le résultat opérationnel courant (1er semestre 2017 par rapport à l'année 2017 : 37% et 39% à taux de change moyen de l'année 2017).

Les flux de trésorerie générés par le Groupe sont également plus marqués par cette saisonnalité : la variation du besoin en fonds de roulement constatée au 1er semestre est structurellement négative du fait de l'importance des règlements fournisseurs réalisés en début d'année civile au titre des achats effectués pour servir la forte demande du mois de décembre de l'année précédente.

6.2 Ventilation des produits des activités ordinaires

Suite à l'entrée en vigueur de la norme IFRS 15 au 1er janvier 2018 (note 1.3.2), le Groupe a revu son principe comptable relatif aux produits des activités ordinaires.

Principe comptable

Les produits des activités ordinaires (rubrique « Revenus totaux ») sont composés du « Chiffre d'affaires, hors taxes » et des « Autres revenus ».

Le « Chiffre d'affaires, hors taxes » intègre les ventes réalisées dans les magasins et les stations-services, sur les sites e-commerce, dans les établissements de restauration, les revenus générés par les activités de franchise et de location gérance ainsi que les revenus des activités financières.

Les « Autres revenus », comprennent les produits liés aux activités de promotion immobilière et de marchand de biens, les revenus locatifs, divers produits de prestations de services et divers produits réalisés de manière accessoire ou dans le cadre d'activités annexes ainsi que les produits associés aux activités énergétiques.

Les produits des activités ordinaires sont évalués sur la base du prix contractuel qui correspond au montant de rémunération auquel le Groupe s'attend à avoir droit, en échange des biens ou services fournis. Le prix de la transaction est alloué à chacune des obligations de performance du contrat, qui constitue l'unité de compte pour la reconnaissance du revenu. Le revenu est reconnu lorsque l'obligation de performance est satisfaite c'est-à-dire lorsque le client obtient le contrôle du bien ou du service. La reconnaissance du revenu peut donc se faire à un instant donné ou en continu (c'est-à-dire à l'avancement).

Les principales sources de revenus du Groupe sont les suivantes :

- les ventes de biens (y compris dans le cadre de l'activité de marchand de biens) : dans ce cas le Groupe n'a généralement qu'une obligation de performance qui est la délivrance du bien au client. Les revenus attachés à ces ventes sont reconnus à l'instant où le contrôle du bien a été transféré au client, généralement lors de la livraison. Dans le Groupe, le transfert du contrôle a lieu principalement :
  - au passage en caisse dans le cas des ventes en magasin ;
  - à la réception de la marchandise chez les franchisés et affiliés ;
  - à la réception par le client pour les ventes e-commerce.

- les prestations de services, tels que les ventes d'abonnements, les redevances de franchise, les prestations logistiques, les revenus immobiliers (produits locatifs, honoraires de gestion locative) : dans ce cas le Groupe n'a généralement qu'une obligation de performance qui est la réalisation de la prestation. Les revenus attachés à ces prestations sont reconnus en continu sur la période où les services sont rendus.
- les produits des activités de promotion immobilière : dans ce cas le Groupe a généralement plusieurs obligations de performance dont certaines peuvent être réalisées à un instant donné et d'autres en continu selon la méthode de l'avancement. Le résultat à l'avancement est calculé à partir de la marge à terminaison prévisionnelle, pondérée par le taux d'avancement déterminé selon les coûts encourus (méthode des *inputs*).

En cas de paiement différé au-delà des conditions habituelles de crédit non supporté par un organisme de financement, le produit de la vente est égal au prix actualisé. La différence, si elle est significative, entre ce prix actualisé et le paiement comptant est constatée en « autres produits financiers » répartis sur la durée du différé.

Le Groupe propose aux clients des programmes de fidélisation qui leur permettent de bénéficier de rabais ou d'autres avantages lors des prochains achats. Les avantages cumulés par les clients dans le cadre des programmes de fidélisation constituent une obligation de performance distincte de la vente initiale. En conséquence, un passif sur contrat est comptabilisé au titre de cette obligation de performance. Les produits liés à ces droits octroyés sont différés jusqu'à la date d'utilisation des avantages par les clients.

Les tableaux suivants présentent la ventilation des produits des activités ordinaires :

en millions d'euros	**France Retail**	**Latam Retail**	**E-commerce**	**30 juin 2018**
Chiffre d'affaires, hors taxes	**9 310**	**7 630**	**876**	**17 816**
Autres revenus	**163**	**78**	**-**	**241**
Revenus totaux	**9 473**	**7 708**	**876**	**18 057**

en millions d'euros	**France Retail**	**Latam Retail**	**E-commerce**	**30 juin 2017 retraité**
Chiffre d'affaires, hors taxes	9 208	8 397	835	18 439
Autres revenus	148	77	-	225
Revenus totaux	9 356	8 474	835	18 664

Compte tenu de la prédominance des activités de distribution du Groupe, la grande majorité des revenus sont reconnus à un instant donné. Les revenus reconnus en continu concernent essentiellement certaines obligations de performance réalisées dans le cadre de l'activité de promotion immobilière et certaines prestations de services annexes aux activités de distribution.

6.3 Nature de charges par fonction

A l'occasion de l'entrée en vigueur de la norme IFRS 15 au 1er janvier 2018 (note 1.3.2), le Groupe a revu son principe comptable relatif aux « Coûts des ventes » qui sont dorénavant composés des coûts supportés par les points de ventes.

Le coût de revient et la variation de stock liés aux activités de promotion immobilière et de marchands de biens sont quant à eux classés en « Coût d'achat complet des marchandises vendues ».

en millions d'euros	Coûts logistiques (i)	Coûts des ventes	Frais généraux et administratifs	30 juin 2018
Frais de personnel	**(270)**	**(1 559)**	**(407)**	**(2 235)**
Autres charges	**(462)**	**(1 577)**	**(219)**	**(2 258)**
Dotations aux amortissements (notes 5.1 / 6.4)	**(18)**	**(245)**	**(70)**	**(333)**
Total	**(750)**	**(3 381)**	**(695)**	**(4 826)**

(i) Les coûts logistiques sont inclus dans le « coût d'achat complet des marchandises vendues »

en millions d'euros	Coûts logistiques (i)	Coûts des ventes	Frais généraux et administratifs	30 juin 2017 retraité
Frais de personnel	(253)	(1 631)	(406)	(2 289)
Autres charges	(457)	(1 640)	(227)	(2 324)
Dotations aux amortissements (notes 5.1 / 6.4)	(19)	(260)	(69)	(348)
Total	**(729)**	**(3 531)**	**(702)**	**(4 961)**

(i) Les coûts logistiques sont inclus dans le « coût d'achat complet des marchandises vendues »

6.4 Amortissements

en millions d'euros	Notes	30 juin 2018	30 juin 2017
Dotation aux amortissements sur immobilisations incorporelles		**(61)**	(59)
Dotation aux amortissements sur immobilisations corporelles		**(269)**	(285)
Dotation aux amortissements sur immeubles de placement		**(3)**	(4)
Total des dotations aux amortissements	**5.1 / 6.3**	**(333)**	**(348)**

6.5 Autres produits et charges opérationnels

En millions d'euros	30 juin 2018	30 juin 2017
Total des Autres Produits opérationnels	**102**	106
Total des Autres Charges opérationnelles	**(238)**	(380)
	(136)	**(274)**
Détail par nature		
Résultat de cession d'actifs non courants (v)	**10**	23
Pertes nettes de valeur des actifs (i) (v)	**(1)**	(45)
Produits / (charges) nets liés à des opérations de périmètre (ii) (v)	**(33)**	(55)
Résultat de cession d'actifs non courants, pertes nettes de valeur des actifs et produits / charges nets liés à des opérations de périmètre	**(24)**	**(77)**
Provisions et charges pour restructuration (iii) (v)	**(96)**	(124)
Provisions et charges pour litiges et risques (iv)	**(16)**	(60)
Autres	**-**	(13)
Sous-total	**(112)**	**(197)**
Total autres produits et charges opérationnels nets	**(136)**	**(274)**

(i) La perte de valeur enregistrée au 30 juin 2017 portait principalement sur des actifs isolés des secteurs France Retail pour 32 millions d'euros (essentiellement Monoprix et Franprix – Leader Price à hauteur respectivement de 11 et 9 millions d'euros) et Latam Retail (essentiellement GPA) pour 12 millions d'euros

(ii) La charge de 33 millions d'euros constatée sur le 1er semestre 2018 correspond principalement à des honoraires liés à divers projets d'opérations de périmètre. La charge de 55 millions d'euros constatée au 1er semestre 2017 résultait principalement des opérations de périmètre chez Distribution Casino France pour 30 millions d'euros et des honoraires liés aux opérations de périmètre à hauteur de 10 millions d'euros

(iii) La charge de restructuration au titre du 1er semestre 2018 concerne principalement les secteurs France Retail à hauteur de 49 millions d'euros (dont coûts sociaux et coûts de fermeture de magasins pour 41 millions d'euros et des coûts de transformation du parc de magasins pour 8 millions d'euros) ainsi que Latam Retail à hauteur de 37 millions d'euros. Au 1er semestre 2017, elle concernait les secteurs France Retail à hauteur de 90 millions d'euros (dont des coûts sociaux et des coûts de fermeture de magasins pour 55 millions d'euro et des coûts de transformation du parc de magasins pour 35 millions d'euros) et GPA à hauteur de 21 millions d'euros

(iv) Les provisions et charges pour litiges et risques présentent une charge nette de 16 millions d'euros sur le 1er semestre 2018 répartie entre les secteurs France Retail et Latam Retail pour respectivement 6 et 8 millions d'euros. Au 1er semestre 2017, la charge nette reflétait à hauteur de 53 millions d'euros le programme d'amnistie fiscale de GPA initié sur la période

(v) Réconciliation du détail des pertes de valeur des actifs avec les tableaux de mouvements des immobilisations :

en millions d'euros	30 juin 2018	30 juin 2017
Pertes de valeur de goodwill	**-**	(4)
Reprises / (pertes) de valeur nettes des immobilisations incorporelles	**-**	(11)
Reprises / (pertes) de valeur nettes des immobilisations corporelles	**(12)**	(42)
Reprises / (pertes) de valeur nettes des immeubles de placement	**-**	-
Reprises / (pertes) de valeur nettes d'autres actifs	**(2)**	-
Total pertes nettes de valeur des actifs	**(14)**	**(57)**
dont présenté en « Provisions et charges pour restructurations »	***(2)***	*(11)*
dont présenté en « Autres pertes nettes de valeur des actifs »	***(1)***	*(45)*
dont présenté en « Produits / (charges) nets liés à des opérations de périmètre»	***(3)***	-
dont présenté en « Résultat de cession d'actifs non courants »	***(9)***	-

Note 7 Impôts

Au titre du semestre clos le 30 juin 2018, le taux d'impôt effectif s'élève à -43,5% à comparer à -59,0% au 30 juin 2017. La preuve d'impôt se présente ainsi :

en millions d'euros	30 juin 2018		30 juin 2017 retraité	
Résultat avant impôt	**53**		**(51)**	
Produit (charge) d'impôt théorique [(i)]	**(18)**	**-34,43%**	**18**	-34,43%
Réconciliation entre le produit (charge) d'impôt théorique et le produit (charge) d'impôt réel				
Effet de l'imposition des filiales étrangères	**2**	**4,7%**	10	-19,7%
Reconnaissance de produits d'impôts sur les déficits fiscaux et les autres différences temporelles déductibles non antérieurement reconnus [(ii)]	**27**	**50,9%**	37	-72,3%
Non reconnaissance et dépréciation d'impôts différés actifs sur les déficits reportables ou les autres différences temporelles déductibles [(iii)]	**(22)**	**-41,9%**	(21)	40,5%
CVAE nette d'impôt	**(20)**	**-36,9%**	(19)	37,5%
Non déductibilité des charges financières [(iv)]	**(13)**	**-24,8%**	(12)	24,1%
Non-imposition du CICE [(v)]	**16**	**29,9%**	18	-35,1%
Déductibilité des coupons TSSDI	**8**	**15,4%**	8	-16,5%
Fiscalisation des titres Mercialys	**(6)**	**-11,5%**	(8)	15,6%
Autres	**3**	**5,1%**	(1)	1,3%
Produit (charge) d'impôt réel / Taux d'impôt effectif	**(23)**	**-43,5%**	**30**	**-59,0%**

(i) La réconciliation du taux effectif d'impôt du Groupe a été effectuée sur la base d'un taux d'imposition inchangé de 34,43 %

(ii) En 2017, suite à la revue des perspectives bénéficiaires et des options fiscales mises en place chez Ségisor (holding française qui détient les actions avec droit de vote de sa filiale brésilienne), 153 millions d'euros de déficits ont été activés soit 45 millions d'euros d'impôt différé actif ; après prise en compte du bénéfice de la période l'impôt différé actif s'élevait à 41 millions d'euros au 30 juin 2017

(iii) En 2018, concerne principalement le segment E-commerce à hauteur de -19 millions d'euros (2017 : concernait le segment E-commerce à hauteur de -17 millions d'euros)

(iv) Certaines législations imposent une limitation forfaitaire des charges financières supportées par les sociétés. Pour les sociétés françaises, depuis la loi de finance rectificative de 2012 cette limitation consiste à réintégrer 25% de ces charges financières dans le résultat fiscal de l'exercice ; l'incidence présentée sur les deux périodes porte essentiellement sur le périmètre français

(v) Il a été instauré en France un Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE), correspondant à un crédit d'impôt (remboursable au bout de 3 ans) de 7% en 2017 et 6% pour les rémunérations versées à compter du 1er janvier 2018 (9% pour Vindémia), assis sur les rémunérations inférieures ou égales à 2,5 SMIC. Le Groupe a reconnu sur le 1er semestre 2018 ce produit de CICE de 46 millions d'euros en réduction des charges de personnel (1er semestre 2017 : 52 millions d'euros).

Les impôts différés actifs présentés au bilan portent principalement sur les déficits fiscaux reportables des périmètres Casino, Guichard-Perrachon, Exito et GPA.

Note 8 Goodwill, immobilisations incorporelles et corporelles, et immeubles de placement

Au cours du premier semestre 2018, les acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles, et d'immeubles de placement s'élèvent à 470 millions d'euros contre 571 millions d'euros lors de la même période en 2017.

Le Groupe a procédé à une revue au 30 juin 2018 des indices de perte de valeur, tels que définis dans l'annexe aux comptes consolidés 2017, relatifs aux goodwill ainsi qu'aux actifs immobilisés. Des pertes de valeur sur les immobilisations incorporelles, corporelles et immeubles de placement d'un montant total de 12 millions d'euros ont été comptabilisées sur la période (note 6.5) qui concernent principalement le secteur France Retail (6 millions d'euros) et Latam Retail (5 millions d'euros).
S'agissant des goodwill, les principaux tests effectués sur les UGT goodwill présentant des indices de perte de valeur ont porté sur les secteurs France Retail (Casino Restauration) et Latam Retail (Argentine) ; ils n'ont pas abouti à la constatation de perte de valeur au 30 juin 2018.

Note 9 Structure financière et coûts financiers

Suite à l'entrée en vigueur de la norme IFRS 9 au 1er janvier 2018 (note 1.3.3), le Groupe a revu son principe comptable relatif aux instruments financiers.

Principe comptable

Actifs financiers

Les actifs financiers sont initialement évalués à leur juste valeur majorée des coûts de transaction directement attribuables à leur acquisition pour les instruments qui ne sont pas évalués à la juste valeur par le biais du résultat. Les coûts d'acquisition des actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat sont enregistrés dans le compte de résultat.
La ventilation des actifs financiers entre courants et non courants est déterminée par leur échéance à la date de clôture : inférieure ou supérieure à un an.

Le Groupe classe ses actifs financiers selon les trois catégories suivantes :
- coût amorti ;
- juste valeur en contrepartie des autres éléments du résultat global (FVOCI) ;
- juste valeur par résultat.

Ce classement dépend du modèle économique de détention de l'actif défini par le Groupe et des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels des instruments financiers.

ACTIFS FINANCIERS AU COUT AMORTI

Les actifs financiers sont évalués au coût amorti lorsqu'ils ne sont pas désignés à la juste valeur par le biais du compte de résultat, qu'ils sont détenus aux fins d'en percevoir les flux de trésorerie contractuels, et qu'ils donnent lieu à des flux de trésorerie correspondant uniquement au remboursement du principal et aux versements d'intérêts (critère « SPPI »).
Ces actifs sont ultérieurement évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif, diminué des pertes de valeur. Les produits d'intérêts, profits et pertes de change, dépréciations et profits et pertes résultant de la décomptabilisation sont enregistrés en résultat.
Cette catégorie inclut principalement les créances commerciales (sauf les créances sur les établissements de cartes de crédit chez GPA), les disponibilités ainsi que d'autres prêts et créances.
Les prêts et créances à long terme non rémunérés ou rémunérés à un taux inférieur à celui du marché sont, lorsque les sommes sont significatives, actualisés.

ACTIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR LE BIAIS DES AUTRES ELEMENTS DU RESULTAT GLOBAL (OCI)

Cette catégorie enregistre des instruments de dette et des instruments de capitaux propres.

- Les instruments de dette sont évalués à la juste valeur par OCI s'ils ne sont pas désignés à la juste valeur par résultat et s'ils sont détenus aux fins d'en percevoir les flux de trésorerie contractuels et à des fins de vente et qu'ils donnent lieu à des flux de trésorerie correspondant uniquement au remboursement du principal et aux versements d'intérêts (critère « SPPI »). Les produits d'intérêts, profits et pertes de change et les dépréciations sont enregistrés en résultat. Les autres profits et pertes nets sont enregistrés en OCI. Lors de la décomptabilisation, les profits et pertes cumulés en OCI sont reclassés en résultat.
  Cette catégorie inclut principalement les créances envers les établissements de cartes de crédit du groupe GPA.
- Les instruments de capitaux propres qui ne sont pas détenus à des fins de transaction peuvent être évalués à la juste valeur par OCI. Le Groupe peut en faire le choix irrévocable, investissement par investissement. Les dividendes sont alors comptabilisés dans le résultat à moins qu'ils ne représentent clairement la récupération d'une partie du coût de l'investissement. Les autres profits et pertes sont comptabilisés en OCI et ne sont jamais reclassés en résultat. Le Groupe ne détient aucun actif significatif dans cette catégorie.

ACTIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR LE RESULTAT

Tous les actifs qui ne sont pas classés comme étant au coût amorti ou à la juste valeur par OCI sont évalués à la juste valeur par résultat. Les profits et pertes nets, y compris les intérêts ou dividendes perçus, sont comptabilisés en résultat.

Cette catégorie comprend principalement les dérivés non qualifiés d'instruments de couverture et des titres de participation non consolidés.

TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les liquidités et les placements à court terme.

Pour être éligible au classement d'équivalent de trésorerie, conformément à la norme IAS 7, les placements doivent remplir quatre conditions :

- placement à court terme ;
- placement très liquide ;
- placement facilement convertible en un montant connu de trésorerie ;
- risque négligeable de changement de valeur.

Généralement, le Groupe utilise des comptes rémunérés ou des dépôts à terme de moins de 3 mois.

DEPRECIATION DES ACTIFS FINANCIERS

IFRS 9 impose un modèle de reconnaissance de dépréciation des actifs financiers basé sur les pertes de crédit attendues. Ce modèle de dépréciation concerne les actifs financiers évalués au coût amorti, les actifs sur contrats et les instruments de dette évalués à la juste valeur par OCI.

Les principaux actifs financiers du Groupe qui sont concernés sont les créances liés aux activités de crédit brésiliennes, les créances commerciales envers les franchisés / affiliés et les créances locatives.

Pour ses créances commerciales et locatives, le Groupe applique la mesure de simplification d'IFRS 9 permettant d'estimer, dès la comptabilisation initiale de la créance, les pertes de crédit attendues à maturité à l'aide généralement d'une matrice de dépréciation selon la durée de l'impayé.

DECOMPTABILISATION D'ACTIFS FINANCIERS

Un actif financier est décomptabilisé dans les deux cas suivants :

- les droits contractuels aux flux de trésorerie de l'actif ont expiré, ou,
- ces droits contractuels ont été transférés à un tiers et ce transfert répond à certaines conditions :
  - si le cédant a transféré la quasi-totalité des risques et avantages, l'actif est décomptabilisé pour sa totalité ;
  - si le cédant a conservé la quasi-totalité des risques et avantages, l'actif reste comptabilisé au bilan pour sa totalité.

Passifs financiers

La ventilation des passifs financiers entre courants et non courants est déterminée par leur échéance à la date de clôture : inférieure ou supérieure à un an.

PASSIFS FINANCIERS COMPTABILISES AU COUT AMORTI

Les emprunts et autres passifs financiers au coût amorti sont évalués à l'émission à la juste valeur de la contrepartie reçue, puis au coût amorti, calculé à l'aide du taux d'intérêt effectif (TIE). Les frais de transaction, primes d'émission et primes de remboursement directement attribuables à l'acquisition ou à l'émission d'un passif financier viennent en diminution de la valeur de ce passif financier. Les frais sont ensuite amortis actuariellement sur la durée de vie du passif, selon la méthode du TIE.

Au sein du Groupe, certains passifs financiers au coût amorti et notamment les emprunts font l'objet d'une comptabilité de couverture.

Plusieurs filiales ont des accords d'affacturage inversé (« reverse factoring ») avec des institutions financières afin de permettre à certains fournisseurs de recevoir par anticipation le paiement de leurs créances dans le cours normal des achats effectués. La politique comptable relative à ces opérations est fonction de la modification ou non des caractéristiques des dettes concernées. Ainsi, lorsque les dettes fournisseurs ne sont pas substantiellement modifiées (durée et échéance, contrepartie, valeur faciale), elles sont maintenues en dettes fournisseurs. Dans le cas contraire, elles s'apparentent à une opération de financement et sont présentées dans la composante « Dettes fournisseurs conventionnés » des dettes financières.

PASSIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR RESULTAT

Ils représentent principalement les instruments dérivés (voir ci-dessous) et les passifs détenus à des fins de transaction, c'est-à-dire les passifs qui répondent à une intention de réalisation à court terme. Ils sont évalués à la juste valeur et les variations de juste valeur sont comptabilisées par le compte de résultat. Le Groupe ne détient pas de passifs financiers à des fins de transaction à l'exception de dérivés.

La comptabilisation des « PUTs minoritaires » est présentée en note 3.4.1 du document de référence.

Instruments dérivés

Tous les instruments dérivés figurent au bilan à leur juste valeur.

DERIVES QUALIFIES DE COUVERTURE : COMPTABILISATION ET PRESENTATION

Le Groupe utilise la possibilité offerte par la norme IFRS 9 d'appliquer la comptabilité de couverture:

- en cas de couverture de juste valeur (emprunt à taux fixe swappé à taux variable par exemple), la dette est comptabilisée pour sa juste valeur à hauteur du risque couvert et toute variation de juste valeur est inscrite en résultat. La variation de la juste valeur du dérivé est également inscrite en résultat. Si la couverture est totalement efficace, les deux effets se neutralisent parfaitement ;
- en cas de couverture de flux de trésorerie (par exemple emprunt à taux variable swappé à taux fixe, emprunt swappé dans une autre devise, couverture d'un budget d'achat en devise), la variation de la juste valeur du dérivé est inscrite en résultat pour la part inefficace et en autres éléments du résultat global pour la part efficace avec reprise en résultat symétriquement à la comptabilisation des flux couverts et dans la même rubrique que l'élément couvert (résultat opérationnel courant pour les couvertures de flux d'exploitation et résultat financier pour les autres couvertures). La composante report / déport des contrats de change à terme est traitée comme un coût de la couverture. Les variations de juste valeur de cette composante sont enregistrées en « autres éléments du résultat global » et recyclées en résultat comme un coût de la transaction couverte lorsque celle-ci se réalise (application de la méthode du « basis of adjustment »).
- en cas de couverture d'un investissement net réalisé dans une entité étrangère, la variation de juste valeur est comptabilisée nette d'impôt en autres éléments du résultat global pour la part efficace attribuable au risque de change couvert et en résultat financier pour la part inefficace. Les gains ou pertes accumulés en autres éléments du résultat global sont repris en résultat à la date de liquidation ou de cession de l'investissement net.

La comptabilité de couverture est applicable si :

- les instruments de couverture et les éléments couverts constituant la relation de couverture sont tous éligibles à la comptabilité de couverture ;
- la relation de couverture est clairement définie et documentée à sa date de mise en place, et ;
- l'efficacité de la couverture est démontrée dès son origine, et tant qu'elle perdure.

DERIVES NON QUALIFIES DE COUVERTURE : COMPTABILISATION ET PRESENTATION

Lorsqu'un instrument financier dérivé n'a pas été (ou n'est plus) qualifié de couverture, ses variations de juste valeur successives sont comptabilisées directement en résultat de la période, au sein de la rubrique « Autres produits et charges financiers ».

Définition de la dette financière nette

La dette financière nette comprend les emprunts et dettes financières incluant les dérivés passifs de couverture de juste valeur et les dettes fournisseurs conventionnés, diminués (i) de la trésorerie et équivalents de trésorerie, (ii) des actifs financiers de gestion de trésorerie et placements financiers, (iii) des dérivés actifs de couverture de juste valeur, (iv) des actifs financiers consécutifs à une cession significative d'actifs non courants et (v) de la part Groupe de la filiale vendeuse des actifs nets détenus en vue de la vente.

9.1 Trésorerie nette

en millions d'euros	30 juin 2018	31 décembre 2017
Equivalents de trésorerie	**1 303**	1 531
Trésorerie	**2 095**	1 860
Trésorerie brute	**3 397**	**3 391**
Concours bancaires courants	**(180)**	(154)
Trésorerie nette	**3 218**	**3 236**

Au 30 juin 2018, la trésorerie et les équivalents de trésorerie ne sont soumis à aucune restriction significative. Suite au paiement de la dette envers les plaignants dans le cadre de la « class action » à l'encontre de Cnova (note 11.3), le compte séquestre de 24 millions d'euros qui avait été constitué à cet effet a été soldé.

OPERATIONS DE GESTION DE CREANCES ET DES DETTES FOURNISSEURS

Le Groupe effectue des cessions de créances sans recours et sans implication continue au sens d'IFRS 7 et effectue également des opérations de financement des fournisseurs (« reverse factoring »).

9.2 Emprunts et dettes financières

9.2.1 Composition

en millions d'euros	30 juin 2018			31 décembre 2017		
	Part non courante	Part courante	Total	Part non courante	Part courante	Total
Emprunts obligataires [(i)]	**6 339**	**484**	**6 823**	6 008	498	6 506
Autres emprunts et dettes financières	**1 495**	**1 733**	**3 228**	1 164	956	2 120
Locations-financements	**35**	**15**	**51**	47	17	65
Dérivés passifs de couverture de juste valeur [(ii)]	**4**	**6**	**10**	10	22	32
Emprunts et dettes financières	**7 873**	**2 238**	**10 111**	**7 229**	**1 493**	**8 722**
Dérivés actifs de couverture de juste valeur [(iii)]	**(120)**	**(23)**	**(143)**	(94)	(4)	(98)
Autres actifs financiers	**(6)**	**(31)**	**(37)**	-	(38)	(38)
Part Groupe de la filiale vendeuse des actifs nets détenus en vue de la vente (note 3.2.1)	**-**	**(1 089)**	**(1 089)**	-	(1 070)	(1 070)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 9.1)	**-**	**(3 397)**	**(3 397)**	-	(3 391)	(3 391)
Trésorerie active, autres actifs financiers et actifs nets détenus en vue de la vente	**(126)**	**(4 541)**	**(4 667)**	**(94)**	**(4 502)**	**(4 596)**
DETTE FINANCIERE NETTE	**7 747**	**(2 302)**	**5 445**	**7 136**	**(3 010)**	**4 126**

(i) Dont 5 978 et 843 millions d'euros respectivement en France et chez GPA au 30 juin 2018 (31 décembre 2017 : 5 757 et 749 millions d'euros respectivement en France et chez GPA)

(ii) Dont 7, 3 et 1 millions d'euros respectivement en Colombie, au Brésil et en France au 30 juin 2018 (31 décembre 2017 : 16, 10 et 6 millions d'euros respectivement au Brésil, en Colombie et France)

(iii) Dont 106, 31 et 6 millions d'euros respectivement en France, au Brésil et en Colombie au 30 juin 2018 (31 décembre 2017 : 89, 7 et 2 millions d'euros respectivement en France, au Brésil et en Colombie)

DECOMPOSITION DE LA DETTE FINANCIERE NETTE PAR SEGMENTS OPERATIONNELS

en millions d'euros	30 juin 2018				31 décembre 2017			
	Dette financière (i)	Trésorerie et équivalents de trésorerie	Part du Groupe des actifs nets classés selon IFRS 5	Dette financière nette	Dette financière (i)	Trésorerie et équivalents de trésorerie	Part du Groupe des actifs nets classés selon IFRS 5	Dette financière nette
France Retail	**6 567**	**(2 141)**	**(408)**	**4 019**	**6 022**	**(1 872)**	**(435)**	**3 715**
Latam Retail	**3 043**	**(1 204)**	**(119)**	**1 719**	**2 326**	**(1 475)**	**(7)**	**845**
dont GPA alimentaire	*1 701*	*(681)*	*(93)*	*928*	*1 147*	*(952)*	*(6)*	*189*
dont Éxito (ii)	*1 341*	*(522)*	*(26)*	*793*	*1 179*	*(522)*	*(1)*	*655*
Latam Electronics	**-**	**-**	**(562)**	**(562)**	**-**	**-**	**(628)**	**(628)**
E-commerce	**321**	**(52)**	**-**	**269**	**238**	**(44)**	**-**	**194**
Total	**9 931**	**(3 397)**	**(1 089)**	**5 445**	**8 586**	**(3 391)**	**(1 070)**	**4 126**

(i) Correspond aux emprunts et dettes financières nets des dérivés actifs de couverture de juste valeur et des autres actifs financiers
(ii) Éxito hors GPA mais incluant l'Argentine et l'Uruguay

Au cours du 1er semestre 2018, le Groupe a procédé à une remontée de trésorerie vers Éxito et Casino, Guichard Perrachon par l'endettement de la holding de contrôle Ségisor (secteur Latam Retail) détenant les titres GPA. La dette de la holding est constituée d'un emprunt moyen-terme de 400 millions d'euros à taux variable Euribor +1,75%.

9.2.2 Variation des dettes financières

en millions d'euros	30 juin 2018	31 décembre 2017
Emprunts et dettes financières à l'ouverture	*8 722*	*10 215*
Dérivés actifs de couverture de juste valeur	*(98)*	*(291)*
Dettes financières à l'ouverture (y compris instruments de couverture) publié	**8 625**	**9 924**
Incidences IFRS 9 (note 1.3)	*19*	*-*
Dettes financières à l'ouverture (y compris instruments de couverture) retraité	**8 644**	**9 924**
Nouveaux emprunts (i) (iii)	**1 739**	1 589
Remboursements (ii) (iii)	**(244)**	(2 534)
Variation juste valeur des emprunts couverts	**(20)**	92
Variation des intérêts courus	**(63)**	(109)
Ecarts de conversion	**(110)**	(352)
Variation de périmètre	**27**	10
Reclassement des passifs financiers associés à des actifs détenus en vue de la vente	**(7)**	(17)
Autres et reclassements	**3**	22
Dettes financières à la clôture (y compris instruments de couverture)	**9 968**	**8 625**
Emprunts et dettes financières à la clôture (note 9.2.1)	*10 111*	*8 722*
Dérivés actifs de couverture de juste valeur (note 9.2.1)	*(143)*	*(98)*

(i) Sur le 1er semestre 2018, les nouveaux emprunts comprennent principalement : (a) le placement obligataire de 200 millions d'euros chez Casino, Guichard-Perrachon (note 2), (b) la variation nette de titres négociables à court terme (NEU CP) pour 491 millions d'euros, (c) l'émission chez GPA d'un emprunt obligataire pour 800 millions de réais soit 193 millions d'euros ainsi que des nouveaux emprunts pour 267 millions d'euros, (d) la souscription d'un emprunt de 400 millions d'euros chez Ségisor et (e) l'utilisation chez Éxito de lignes de crédit pour 500 milliards de pesos colombiens soit 145 millions d'euros
(ii) Les remboursements d'emprunts sur le 1er semestre 2018 sont liés principalement à GPA et Éxito pour respectivement 184 et 50 millions d'euros
(iii) Sur le 1er semestre 2018, les flux de trésorerie de financement se résument par un encaissement net de 1 198 millions d'euros ; ils sont composés de nouveaux emprunts pour 1 739 millions d'euros, compensés par des remboursements d'emprunts pour 244 millions d'euros et des intérêts nets versés pour 297 millions d'euros (note 4.8). Sur l'exercice 2017, les flux de trésorerie de financement se sont résumés par un décaissement net de 1 450 millions d'euros ; ils étaient composés de remboursements d'emprunts pour 2 534 millions d'euros et d'intérêts nets versés pour 505 millions d'euros compensés à hauteur de 1 589 millions d'euros par de nouveaux emprunts

9.3 Résultat financier

9.3.1 Coût de l'endettement financier net

en millions d'euros	30 juin 2018	30 juin 2017
Résultat de cession des équivalents de trésorerie	**-**	-
Produits de trésorerie et équivalents de trésorerie	**23**	49
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	**23**	**49**
Charges d'intérêts sur opérations de financement après couverture	**(177)**	(237)
Charges financières de location financement	**(4)**	(4)
Coût de l'endettement financier brut	**(181)**	**(241)**
Total du coût de l'endettement financier net	**(158)**	**(192)**

9.3.2 Autres produits et charges financiers

en millions d'euros	30 juin 2018	30 juin 2017
Produits financiers de participation	**-**	-
Gains de change (hors opérations de financement)	**16**	14
Produits d'actualisation et de désactualisation	**1**	1
Variation positive de juste valeur des dérivés hors couverture comptable (i)	**8**	38
Variation positive de juste valeur des actifs financiers	**2**	-
Autres produits financiers	**25**	30
Produits financiers	**52**	**84**
Pertes de change (hors opérations de financement)	**(19)**	(14)
Charges d'actualisation et de désactualisation	**(1)**	(3)
Variation négative de juste valeur des dérivés hors couverture comptable (i)	**(51)**	(22)
Variation négative de juste valeur des actifs financiers	**(2)**	-
Coût de mobilisation de créances sans recours et opérations assimilées	**(42)**	(38)
Autres charges financières	**(28)**	(42)
Charges financières	**(143)**	**(119)**
Total autres produits et charges financiers	**(91)**	**(35)**

(i) Au 30 juin 2018, la charge nette de 43 millions d'euros reflète (a) la variation de valeur du TRS GPA (-6 millions d'euros) et du forward GPA (-18 millions d'euros) ainsi que les coûts de portage associés à ces instruments pour -7 millions d'euros et (b) les incidences liées à d'autres instruments dérivés pour -13 millions d'euros. Au 30 juin 2017, le produit net de 17 millions d'euros reflétait principalement la variation de valeur du TRS GPA (+9 millions d'euros), du forward GPA (+25 millions d'euros) ainsi que les coûts de portage associés à ces instruments pour -8 millions d'euros et les incidences liées à d'autres instruments dérivés pour -11 millions d'euros

9.4 Juste valeur des instruments financiers

Les tableaux ci-dessous présentent une comparaison de la valeur comptable et la juste valeur des actifs et des passifs consolidés, autres que ceux dont les valeurs comptables correspondent à des approximations raisonnables des justes valeurs tels que les créances clients, les dettes fournisseurs et la trésorerie et équivalents de trésorerie.

			Hiérarchie des justes valeurs		
Au 30 juin 2018 (en millions d'euros)	**Valeur comptable**	**Juste Valeur**	**Prix du marché = niveau 1**	**Modèles avec paramètres observables = niveau 2**	**Modèles avec paramètres non observables = niveau 3**
Actifs	**213**	**213**	**-**	**168**	**45**
Actifs financiers comptabilisés à la juste valeur par le résultat	35	35	-	-	35
Actifs financiers comptabilisés à la juste valeur par OCI	20	20	-	20	-
Dérivés actifs de couverture de juste valeur (ii)	143	143	-	143	-
Autres dérivés actifs	15	15	-	5	10
Passifs	**10 602**	**10 625**	**6 008**	**4 432**	**185**
Emprunts obligataires (iii)	6 823	6 848	6 008	841	-
Autres emprunts et locations-financement (iv)	3 279	3 276	-	3 276	-
Dérivés passifs de couverture de juste valeur (ii)	10	10	-	10	-
Autres dérivés passifs (ii)	305	305	-	305	-
Dettes liées aux engagements de rachat sur intérêts ne donnant pas le contrôle (v)	185	185	-	-	185

			Hiérarchie des justes valeurs		
Au 31 décembre 2017 (en millions d'euros)	**Valeur comptable**	**Juste Valeur**	**Prix du marché = niveau 1**	**Modèles avec paramètres observables = niveau 2**	**Modèles avec paramètres non observables = niveau 3**
Actifs	**130**	**130**	**-**	**98**	**32**
Actifs financiers disponibles à la vente (i)	32	32	-	-	32
Dérivés actifs de couverture de juste valeur (ii)	98	98	-	98	-
Autres dérivés actifs	-	-	-	-	-
Passifs	**9 170**	**9 701**	**6 288**	**3 242**	**171**
Emprunts obligataires (iii)	6 506	7 040	6 288	752	-
Autres emprunts et locations-financement (iv)	2 184	2 181	-	2 181	-
Dérivés passifs de couverture de juste valeur (ii)	32	32	-	32	-
Autres dérivés passifs (ii)	277	277	-	277	-
Dettes liées aux engagements de rachat sur intérêts ne donnant pas le contrôle (v)	171	171	-	-	171

(i) La juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente est généralement déterminée en utilisant les techniques d'évaluation usuelles. Les actifs financiers disponibles à la vente, pour lesquels une juste valeur n'a pu être déterminée de manière fiable, ne sont pas présentés dans cette note

(ii) Les instruments dérivés font l'objet d'une évaluation (interne ou externe) sur la base des techniques d'évaluations usuelles de ce type d'instruments. Les modèles d'évaluation intègrent les paramètres observables de marché (notamment la courbe des taux) et la qualité de contrepartie. Les dérives de couverture de juste valeur sont quasi intégralement adossées à des emprunts financiers

(iii) La valeur de marché a été déterminée pour les emprunts obligataires cotés sur la base du dernier prix de marché à la date de clôture

(iv) La juste valeur des autres emprunts a été déterminée sur la base d'autres méthodes de valorisation telles que la valeur actualisée des flux de trésorerie en tenant compte du risque de crédit du Groupe et des conditions de taux d'intérêt à la date de clôture

(v) La juste valeur relative aux engagements de rachat des intérêts ne donnant pas le contrôle est déterminée en appliquant les formules de calcul du contrat et est, le cas échéant, actualisée ; ces formules sont considérées comme représentatives de la juste valeur et utilisent notamment des multiples de résultat net

Note 10 Capitaux propres

10.1 Éléments sur capital social, sur actions propres et d'autocontrôle

Au 30 juin 2018, le capital social s'élève à 168 678 664 euros (31 décembre 2017 : 169 825 404 euros). Le capital social est composé de 110 247 493 actions émises et entièrement libérées (31 décembre 2017 : 110 996 996 actions). La variation s'explique essentiellement par l'annulation de (i) 413 622 actions par le Conseil d'Administration du 7 mars 2018 et (ii) de 335 909 actions par le Conseil d'Administration du 15 mai 2018 représentant un montant total de 33 millions d'euros.
Au 30 juin 2018, le nombre d'actions auto-détenues s'élève à 1,5 millions, représentant 56 millions d'euros. Par ailleurs, 885 000 actions propres sont détenues dans le cadre du contrat de liquidité représentant 33 millions d'euros au 30 juin 2018 (aucune action propre détenue au 31 décembre 2017).
Ainsi, le nombre total d'actions propres détenues par le Groupe s'élève au 30 juin 2018 à 2,4 millions représentant 89 millions d'euros.

L'incidence des opérations d'achats et de ventes de la période représente une diminution des capitaux propres de 138 millions d'euros net d'impôt (soit 143 millions d'euros avant impôt représentant également le flux de décaissement de la période).

10.2 Composition des autres réserves

En millions d'euros	Couverture de flux de trésorerie	Couverture d'investissement net	Ecarts de conversion	Ecarts actuariels	Actifs financiers disponibles à la vente	Total autres réserves
Au 1er janvier 2017	**11**	**(1)**	**(1 427)**	**(66)**	**14**	**(1 469)**
Variations	(18)	-	(356)	(1)	1	(374)
Au 30 juin 2017	**(7)**	**(1)**	**(1 783)**	**(67)**	**15**	**(1 843)**

En millions d'euros	Couverture de flux de trésorerie	Couverture d'investissement net	Ecarts de conversion	Ecarts actuariels	Actifs financiers disponibles à la vente	Instruments de capitaux propres (i)	Instruments de dette (i)	Total autres réserves
Au 31 décembre 2017 publié	**(16)**	**(1)**	**(1 997)**	**(97)**	**14**	**-**	**-**	**(2 096)**
Incidences IFRS 9 (note 1.3)	(3)	**-**	-	**-**	**(14)**	**2**	**(2)**	(17)
Au 1er janvier 2018 retraité	**(18)**	**(1)**	**(1 997)**	**(97)**	**-**	**2**	**(2)**	**(2 114)**
Variations	9	-	(406)	5	-	(2)	-	(393)
Au 30 juin 2018	**(9)**	**(1)**	**(2 403)**	**(92)**	**-**	**-**	**(2)**	**(2 506)**

(i) Instruments évalués à la juste valeur par les autres éléments du résultat global (OCI)

10.3 Intérêts ne donnant pas le contrôle significatifs

INFORMATIONS FINANCIERES RESUMEES DES PRINCIPALES FILIALES PRESENTANT DES PARTICIPATIONS NE DONNANT PAS LE CONTROLE SIGNIFICATIVES

Les informations présentées dans le tableau ci-dessous sont en conformité avec les normes IFRS, ajustées le cas échéant des réévaluations de juste valeur à la date de prise ou perte de contrôle et des retraitements d'homogénéisation de principes comptables avec ceux du Groupe. Les montants sont présentés avant éliminations des comptes et opérations réciproques. Le groupe Éxito publiant ses résultats à une date postérieure à celle du groupe Casino, les informations relatives à cette filiale ne sont pas présentées.

En million d'euros	GPA	
	2018	2017 retraité
Pays	*Brésil*	
% de détention des intérêts ne donnant pas le contrôle (i)	***66,89%***	*66,84%*
% des droits de vote des intérêts ne donnant pas le contrôle (i)	***0,06%***	*0,06%*
Pour la période du 1er semestre :		
Chiffre d'affaires	**5 561**	6 139
Résultat net des activités poursuivies	**152**	91
Résultat net des activités abandonnées	**51**	(9)
Résultat net consolidé	**204**	**83**
Dont part des intérêts ne donnant pas le contrôle dans les activités poursuivies	***102***	*61*
Dont part des intérêts ne donnant pas le contrôle dans les activités abandonnées	***44***	*(6)*
Autres éléments du résultat global	**(673)**	(663)
Résultat global de la période	**(470)**	**(580)**
Dont part des intérêts ne donnant pas le contrôle	***(329)***	*(362)*
Au 30 juin 2018 et 31 décembre 2017		
Actifs non courants	**6 348**	6 995
Actifs courants	**7 184**	8 680
Passifs non courants	**(1 818)**	(1 825)
Passifs courants	**(5 834)**	(7 352)
Actif net	**5 880**	**6 499**
Dont part des intérêts ne donnant pas le contrôle	***3 948***	*4 324*
Pour la période du 1er semestre :		
Flux nets de trésorerie générés par l'activité	**(511)**	(866)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissements	**(216)**	(168)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financements	**(80)**	(720)
Incidence des variations monétaires sur la trésorerie	**(152)**	(81)
Variation de trésorerie	**(959)**	**(1 835)**
Dividendes versés au Groupe (ii)	***16***	**-**
Dividendes versés aux intérêts ne donnant pas le contrôle sur la période (ii)	***26***	-
% de détention moyen du Groupe sur le 1er semestre	***33,12%***	*33,17%*
% de détention du Groupe au 30 juin	***33,11%***	*33,16%*

(i) Les pourcentages des intérêts ne donnant pas le contrôle mentionnés dans ce tableau ne comprennent pas les propres intérêts ne donnant pas le contrôle des sous-groupes

(ii) GPA a une obligation de distribution (note 12.7 de l'annexe aux comptes consolidés 2017 du Groupe)

10.4 Distributions de dividendes

L'Assemblée générale des actionnaires du 15 mai 2018 a décidé la mise en distribution, au titre de l'exercice 2017, d'un dividende d'un montant de 3,12 euros par action ordinaire payé en numéraire. Le montant comptabilisé en moins des capitaux propres s'élève à 168 millions d'euros (173 millions d'euros au 30 juin 2017 au titre de l'exercice 2016). Un acompte sur dividende de 1,56 euro par action (soit 173 millions d'euros) avait été versé en décembre 2017, au titre de l'exercice 2017.

Les coupons attribuables aux porteurs de TSSDI se présentent comme suit :

en millions d'euros	30 juin 2018	30 juin 2017
Coupons attribuables aux porteurs de TSSDI (Impact capitaux propres)	**42**	**43**
Dont montant versé au cours de la période	37	37
Dont montant à verser	6	6
Impact tableau de flux de trésorerie de la période	**42**	**41**
Dont coupons attribués et payés sur la période	37	37
Dont coupons attribués sur l'exercice précédent et payés sur la période	6	5

Note 11 Autres provisions

11.1 Décomposition et variations

en millions d'euros	1er janvier 2018	Dotations 2018	Reprises utilisées 2018	Reprises non utilisées 2018	Variation de périmètre	Variation de change	Autres	30 juin 2018
Litiges	530	60 (i)	(35) (i)	(32) (i)	-	(55)	-	**467**
Divers risques et charges	118	18	(20)	(19)	1	-	3	**101**
Restructurations	27	26	(18)	(1)	-	-	-	**35**
Total autres provisions	**676**	**104**	**(73)**	**(51)**	**1**	**(54)**	**2**	**603**
dont non courant	*514*	*57*	*(30)*	*(28)*	*-*	*(54)*	*-*	***460***
dont courant	*162*	*46*	*(43)*	*(24)*	*1*	*-*	*1*	***143***

(i) Les dotations, reprises utilisées et reprises non utilisées relatives à GPA s'élèvent respectivement à 49, 29 et 20 millions d'euros

Les provisions pour litiges, risques et charges divers sont composées d'une multitude de sommes liées à des procédures contentieuses en matière sociale (prud'hommes), immobilière (litiges sur travaux, loyers contestés, éviction de locataires…), fiscale ou économique (contrefaçons...).

Les litiges comprennent principalement les provisions relatives à GPA (note 11.2).

11.2 Détail des provisions pour litiges de GPA (hors Via Varejo)

en millions d'euros	Litiges PIS / Cofins / CPMF (i)	Autres litiges fiscaux	Litiges salariaux	Litiges civils et autres	Total
30 juin 2018	**29**	**288**	**75**	**28**	**420**
31 décembre 2017	32	324	83	35	**475**

(i) TVA et taxes assimilées

Dans le cadre des litiges présentés ci-dessus et ci-après en note 11.3, GPA (alimentaire uniquement) conteste le paiement de certains impôts, cotisations et obligations salariales. Dans l'attente des décisions définitives des tribunaux administratifs, ces diverses contestations ont donné lieu à des versements au titre de dépôts judiciaires présentés en « autres actifs non courants ». À ces versements s'ajoutent les garanties données par GPA, présentées en engagements hors bilan.

en millions d'euros	30 juin 2018			31 décembre 2017		
	Dépôts judiciaires versés	**Actifs immobilisés donnés en garantie**	**Garanties bancaires**	**Dépôts judiciaires versés**	**Actifs immobilisés donnés en garantie**	**Garanties bancaires**
Litiges fiscaux	**51**	**186**	**1 708**	51	216	1 843
Litiges salariaux	**107**	**1**	**27**	119	1	23
Litiges civils et autres	**17**	**3**	**82**	21	2	70
Total	**175**	**189**	**1 817**	**192**	**218**	**1 937**

11.3 Passifs et actifs éventuels

Le Groupe est engagé dans le cours normal de ses activités dans un certain nombre de litiges et arbitrages avec des tiers ou avec l'administration fiscale de certains pays (dont principalement GPA – voir ci-dessous).

Comme indiqué en note 3.3.2, il n'existe pas de passifs éventuels significatifs dans les entreprises associées et les coentreprises.

- **Class action à l'encontre de Cnova N.V. et du Groupe**

Certains dirigeants et administrateurs ainsi que les garants de l'introduction en bourse de notre filiale Cnova N.V. ont été visés par une procédure d'actions de Groupe (dite « class action ») devant le tribunal de District des États-Unis (District sud de New York). Les plaignants reprochaient une violation du droit boursier en liaison avec la situation macroéconomique au Brésil et les irrégularités de Cnova Brésil. Le 19 mars 2018, la Cour fédérale américaine pour le District sud de New York a donné une approbation définitive de l'accord transactionnel prévoyant un règlement de 28,5 millions de dollars. Ce montant a été financé essentiellement par les assureurs de Cnova et a été réglé sur le semestre (voir note 9.1). Le solde, y compris les coûts accessoires attendus ont été couverts par la provision reconnue en 2016. En conséquence, cette résolution n'a eu aucune incidence significative sur le résultat net du Groupe.
Dans une action distincte potentielle que la SEC pourrait prendre, une amende pourrait être imposée à Cnova N.V. à la suite de l'analyse des faits de l'examen interne conclu à la fin du 1er semestre 2016 par la filiale et ses avocats et consultants.

- **Assignations par la DGCCRF d'AMC et d'INCAA et enquêtes des autorités de la concurrence française et européenne**

Il n'y a pas eu d'évolution significative sur la période.

- **Passifs fiscaux, sociaux et civils éventuels de GPA**

en millions d'euros	30 juin 2018	31 décembre 2017
INSS (cotisations sociales patronales liées au régime de protection sociale)	92	98
IRPJ - IRRF et CSLL (impôts sur les bénéfices)	189	208
PIS, COFINS et CPMF (TVA et taxes assimilées)	427	429
ISS, IPTU et ITBI (impôt sur les services, impôt sur la propriété immobilière urbaine et impôt sur les opérations immobilières)	36	38
ICMS (TVA)	1 244	1 457
Litiges civils	126	136
Total (i)	**2 115**	**2 367**

(i) Le montant des passifs éventuels de Via Varejo classé en activités abandonnées et non inclus dans le tableau ci-dessus s'élève au 30 juin 2018 à 359 millions d'euros (au 31 décembre 2017 : 407 millions d'euros).

La diminution de -252 millions d'euros résulte principalement de l'effet de change à hauteur de -271 millions d'euros.

GPA a recours à des sociétés de conseils dans le cadre de ses litiges fiscaux, dont les honoraires dépendent de la résolution des litiges en faveur de GPA. Au 30 juin 2018, le montant estimé s'élève à 35 millions d'euros (40 millions d'euros au 31 décembre 2017).

Par ailleurs, Casino a accordé à sa filiale brésilienne une garantie spécifique qui porte sur des notifications reçues de l'administration pour un montant cumulé au 30 juin 2018 de 1 248 millions de réais (31 décembre 2017 : 1 223 millions de réais), intérêts et pénalités compris et sur lesquelles Casino s'engage à indemniser GPA à hauteur de 50% du préjudice que cette dernière subirait sans pour autant que ce préjudice soit définitif. Sur la base de l'engagement donné par Casino à sa filiale, l'exposition ressort à 624 millions de réais, soit 139 millions d'euros. Les risques sous-jacents sont considérés possibles ; à ce titre, aucune provision n'est constatée dans les comptes.

- **Actifs éventuels de GPA**

Exclusion de l'ICMS du calcul des taxes PIS et COFINS :

Depuis l'adoption du régime non-cumulatif des crédits de taxes PIS et COFINS, GPA défend le droit de déduire la taxe ICMS de la base de calcul de ces deux taxes. Le 15 mars 2017, la cour suprême fédérale brésilienne (STF) a statué sur le fait que l'ICMS devait être exclu de la base de calcul des taxes PIS et COFINS, donnant ainsi droit à la thèse défendue par GPA. Sur la base de ce jugement de la STF et de l'avis de ses conseillers internes et externes, GPA a estimé qu'un décaissement au titre de montants non collectés dans le passé était devenu peu probable et a donc repris sur le 1e semestre 2017 les provisions constituées antérieurement à cet effet pour un montant de 117 millions de réais (soit 34 millions d'euros).

Depuis la décision de la Cour suprême le 15 mars 2017, les étapes de la procédure se poursuivent conformément aux attentes de GPA et de ses conseillers sans remise en cause de ses jugements exercés qui avaient conduit à des reprises de provisions, en l'absence néanmoins d'une décision finale de la Cour. GPA et ses conseillers juridiques externes estiment que cette décision relative aux modalités d'application ne limitera pas ses droits aux procédures judiciaires qu'elle a entamées depuis 2003 et toujours en cours. Il n'est pour autant pas possible de reconnaitre un actif à ce titre tant que ces éléments de procédure ne sont pas clos. Sur la base des informations disponibles au 31 décembre 2017, GPA a estimé au cours du 2ème trimestre 2018 l'actif éventuel de ces crédits fiscaux dans une fourchette de 1 300 à 1 650 millions de réais (soit 290 à 368 millions d'euros) pour les activités poursuivies hors l'activité Cash and Carry pour laquelle l'évaluation est en cours.

S'agissant des activités abandonnées Via Varejo, le montant estimé de l'actif éventuel s'établit à environ 1 382 millions de réais (soit environ 308 millions d'euros), y compris un montant additionnel de 433 millions de réais (96 millions d'euros) qui reviendra uniquement à GPA.

Note 12 Parties liées

La société Casino, Guichard-Perrachon est contrôlée par la société Rallye, elle-même détenue par Foncière Euris. Au 30 juin 2018, le groupe Rallye détient 51,50% du capital de Casino, Guichard-Perrachon et 65,35% des droits de vote.

La société entretient des relations habituelles, dans le cadre de la gestion courante du Groupe, avec l'ensemble de ses filiales. La Société et ses filiales bénéficient de l'assistance en matière stratégique de la société Euris, société de contrôle ultime, avec laquelle des conventions de conseil et d'assistance en matière stratégique ont été conclues. Elles bénéficient également d'autres prestations courantes de la part d'Euris et de Foncière Euris (mise à disposition de personnel et de locaux). Le montant enregistré en charge sur la période relatif à ces conventions envers Casino et ses filiales s'élève à 1,9 million d'euros dont 1,6 million d'euros au titre de l'assistance en matière stratégique et 0,3 million d'euros au titre de mise à disposition de personnel et de locaux.

La principale opération du semestre entre l'ensemble des sociétés consolidées du groupe Casino et le groupe Rallye a été le versement du dividende au titre de l'exercice 2017 pour un montant de 88 millions d'euros.

Dans le cadre du déploiement de son modèle dual associant activités de distribution et immobilier commercial, Casino et ses filiales réalisent avec Mercialys des opérations de développement d'actifs immobiliers (note 3.3.3).

Les relations avec les autres parties liées, y compris les modalités de rémunérations des dirigeants, sont restées comparables à celles de l'exercice 2017 et aucune transaction inhabituelle, par sa nature ou son montant, n'est intervenue au cours de la période.

Note 13 Evènements postérieurs à la clôture

Hyperinflation en Argentine

Le Groupe va suivre l'évolution des caractéristiques économiques qui pourraient, d'ici le 31 décembre 2018, classer l'Argentine en économie hyperinflationniste et rendrait ainsi applicable IAS 29, Information financière dans les économies hyperinflationnistes. Cette norme requiert que les bilans et les résultats nets des filiales concernées soient (i) retraitées par application d'un indice de général de prix de sorte qu'ils soient exprimés dans l'unité de mesure en vigueur à la clôture et (ii) convertis en euros au cours de change en vigueur à la clôture. L'application d'IAS 29 serait rétrospective ; ainsi, l'exercice comparatif serait également retraité. Le Groupe s'attend à une incidence non significative sur les principaux agrégats financiers consolidés (chiffre d'affaires, résultat opérationnel courant, capitaux propres et endettement financier net).

Rachat d'emprunts obligataires

Au 19 juillet 2018, Casino a effectué des rachats d'emprunts obligataires à maturité 2019, 2020 et 2023 pour 27 millions d'euros. Ces rachats sont effectués au fil de l'eau, à des niveaux de prix jugés attractifs par le Groupe, via un intermédiaire, et s'inscrivent dans la politique de réduction de l'endettement financier brut du Groupe.

Conversion des actions Via Varejo

Lors d'une réunion du conseil d'administration de sa filiale Via Varejo tenu, le 23 juillet 2018, GPA a proposé, et il a été approuvé, le lancement du processus de conversion de Via Varejo sur le « nouveau marché de l'institution boursière B3 », couvrant la totalité des actions de Via Varejo et en conséquence la conversion des actions de préférence en actions ordinaires dans la proportion de un pour un. En outre, les lots d'actions de Via Varejo seront dissouts conduisant chaque détenteur d'un lot, actuellement représenté par une action ordinaire et deux actions préférentielles, à obtenir trois actions ordinaires de Via Varejo.

La prochaine réunion du conseil d'administration de Via Varejo devrait avoir lieu d'ici le 15 août 2018, date à laquelle elle délibérera sur le nouveau statut social en accord avec les règles du nouveau marché et, suite à cela, convoquera l'assemblée générale pour délibérer sur le processus de migration et des éventuelles décisions à prendre en lien avec la mise en œuvre de ce processus.

Cession de 15% de Mercialys sous la forme d'un equity swap

Le 25 juillet 2018, le Conseil d'Administration de Casino a autorisé la cession d'un bloc représentant 15% des actions de Mercialys au travers d'un contrat de total return swap conclu avec CA-CIB qui les cèdera sur une période de 2,4 ans. A ce titre, le Groupe recevra immédiatement un montant de 213 millions d'euros et, pendant cette période, le Groupe Casino restera exposé aux variations de cours de bourse de Mercialys et continuera de percevoir des dividendes.

Attestation du Responsable du rapport financier semestriel

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint, présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Paris, le 26 juillet 2018

Jean-Charles NAOURI
Président-Directeur général

Casino, Guichard-Perrachon

Société Anonyme

1 cours Antoine Guichard
42000 SAINT-ETIENNE

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

ERNST & YOUNG et Autres
Tour Oxygène
10-12 boulevard Marius Vivier Merle
69393 LYON CEDEX 03

DELOITTE & ASSOCIES
Tour Majunga
6 Place de la Pyramide
92908 PARIS-LA-DEFENSE Cedex

Casino, Guichard-Perrachon

Société Anonyme

1 cours Antoine Guichard
42000 SAINT-ETIENNE

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L.451-1-2 III du code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société CASINO, GUICHARD-PERRACHON, relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I- Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 –norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II- Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Lyon et Paris-la-Défense, le 25 juillet 2018

Les commissaires aux comptes

ERNST & YOUNG et Autres	**DELOITTE & ASSOCIES**	
Yvon SALAÜN	Frédéric MOULIN	Patrice CHOQUET